

**Premier Colloque de l'Association
d'Economie Théorique et Appliquée
– AETA –**

Thèmes :
*Développement, Marchés Financiers,
Environnement, Agriculture, Politiques
Publiques et Genre*

**Université d'Abomey-Calavi
11, 12 et 13 nov. 2014**

© The Theoretical and Applied Economics Association

Sommaire

Sommaire	2
Message de bienvenue	3
Informations générales.....	4
Informations sur le Colloque.....	6
A propos de l'Association d'Economie Théorique et Appliquée (AETA)	7
Keynotes speakers.....	9
Programme Scientifique.....	11
Résumés des articles présentés	19
Liste des participants et adresses	41

Message de bienvenue du Président du Comité d'Organisation

C'est avec un réel plaisir que nous vous souhaitons la bienvenue à Cotonou (Bénin) pour le Premier Colloque de L'Association d'Economie Théorique et Appliquée (AETA) organisé sur le Campus Universitaire d'Abomey-Calavi (Bénin).

Le Comité d'organisation a été très impressionné par le nombre de soumissions pour cette première édition du colloque : plus de 250 propositions de communication. Sur les 250 propositions, le Comité scientifique n'a pu retenir qu'une centaine malgré la grande qualité des communications soumises. Nous remercions tous les contributeurs, même ceux qui n'ont pas pu faire le déplacement de Cotonou pour différentes raisons pour l'intérêt particulier qu'ils ont accordé à cette manifestation scientifique. Ce colloque, qui est le premier de l'AETA, se veut être désormais un rendez-vous périodique pour discuter des avancées et de travaux scientifiques en économie, en particulier, ceux appliqués aux problèmes Africains. La pérennité de cette manifestation scientifique dépendra également de vous.

Nous sommes très reconnaissants envers, les deux Keynotes Speakers, Patrick Villieu (Professeur d'économie à l'Université d'Orléans, France) et Michel Lelart (Directeur de Recherche Emérite en économie à l'Université d'Orléans, France) qui ont accepté délivrer des conférences inaugurales sur des problématiques très pertinentes et d'actualité à l'occasion de ce colloque.

Nous témoignons toute notre gratitude au Recteur de l'Université d'Abomey-Calavi, le Professeur Brice Sinsin, pour son soutien indéfectible à l'organisation de ce Colloque et également pour son dévouement sans faille au service de la Recherche Scientifique au Bénin. Nous remercions également tous nos partenaires scientifiques à savoir : la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FASEG) à travers son Doyen (Charlemagne Igué), l'Ecole Nationale d'Economie Appliquée et de Management (ENEAM) à travers son Directeur (Albert Honlonkou), et nos partenaires financiers : l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF), la Société Béninoise de Brasserie (SOBEBRA) et le Fonds National de la Microfinance (FNM).

Nous espérons que ce colloque sera une grande rencontre scientifique et que vous garderez de très bons souvenirs du Premier Colloque de l'AETA.

Le Président du Comité d'organisation

Professeur Magloire LANHA
Agrégé de Science Economique

Informations générales

Lieu : Campus Universitaire d'Abomey-Calavi

Numéros d'Urgence

En cas d'urgence, les participants peuvent appeler l'un des numéros suivants :

+ 229 97 72 01 96 / + 229 95 96 31 41 (Prof. Magloire Lanha) + 229 97 40 99 83 (Dr. Yves Soglo) + 229 97 98 23 22 (Dr. Augustin Chabossou) +229 90 92 07 92 (Dr. Gilles-Armand Sossou) +229 97 01 28 01 (Dr. Venant Quenum).

Visas pour un séjour de moins de 90 jours au Bénin

1. Pour les ressortissants de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine UEMOA, (Bénin – Burkina Faso – Côte d'Ivoire – Guinée Bissau - Mali – Niger - Sénégal – Togo)

- Visa : Aucun visa n'est requis.
- Passeport : Une simple carte d'identité nationale est suffisante. Mais un passeport enregistrera les dates d'entrée et de sortie, informations qui pourraient être utilisées comme moyen de preuve.

2. Pour les ressortissants de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest, CEDEAO hors UEMOA et de l'Afrique du Sud

- Visa : Aucun visa n'est requis.
- Passeport : Passeport en cours de validité requis.

3. Pour les ressortissants des autres pays de l'Afrique

- Visa : Visa requis.
- Passeport : Passeport en cours de validité requis.

4. Pour les ressortissants Français et de l'Union Européenne

- Visa : Visa requis.
- Passeport : Passeport en cours de validité requis.

Voir : <http://www.ambafrance-bj.org/>

5. Pour les ressortissants du Canada

Voir : http://www.benin.ca/demande_visas_benin.php

6. Pour les ressortissants des Etats-Unis d'Amérique

Voir : <http://french.benin.usembassy.gov/>

Vaccins obligatoires et facultatifs pour un séjour au Bénin

1. Vaccin obligatoire

Fièvre jaune (Yellow fever)

2. Quelques Vaccins non obligatoires, mais utiles

Cholera

Méningite

Hépatites B et C

3. Autres précautions sanitaires

Risque de :

- Paludisme (Malaria)

- Diarrhée du voyageur

4. Pour plus d'information :

Aucun cas d'Ebola n'est enregistré à ce jour (06 novembre 2014) au Bénin.

FR : http://www.doctissimo.fr/html/sante/voyageurs/sa_benin_sa.htm

FR : <http://www.e-sante.fr/benin-conseils-sante-vaccination/guide/1537>

FR : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays/benin-12210/>

EN : <http://www.mdtravelhealth.com/destinations/africa/benin.php>

Hôtels

BENIN HORIZON HOTEL

Immeuble Ecobank de Cadjèhoun

Tél. (+229) 21 30 96 84

Email : info@beninhorizon.com

CHANT D'OISEAU Cotonou Cadjèhoun

Tel. (+229) 21 30 29 30 / 21 30 57 51 / 31 30 51 59

Fax. (+229) 21 30 99 62

Site. www.chantdoiseau.net / www.iajp.net

CODIAM Cotonou Cadjèhoun (centre d'hébergement religieux)

Tel. (+229) 21 30 37 27

HOTEL DU PORT***

08 BP 1133 Cotonou

Tél. (+229) 21 31 44 43

www.hotelduportcotonou.com

HOTEL IBIS**

Boulevard de la Marina

Tél. (+229) 21 30 56 77

HOTEL ASSOUKA

Abomey-Calavi

Tél. (+229) 21 06 21 92 / 94 32 97 36

Email: groupejh@yahoo.fr / contact@villagevacancesassouka.com

Informations sur le Colloque

1. Information sur l'enregistrement

L'enregistrement des participants se fera sur le Campus Universitaire d'Abomey-Calavi à partir du lundi 10 novembre (15h-18h) et le mardi 11 novembre à partir de 7h30 au secrétariat du Colloque (Salle Médiathèque de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, FASEG). Les participants présents à Cotonou sont encouragés à s'inscrire le 10 novembre dans l'après-midi. Les participants pourront à cette occasion s'acquitter de leur frais de participation et recevoir le kit du participant. Ils pourront également obtenir des informations complémentaires sur les différentes activités du colloque (plénières, sessions, dîner de gala, sortie touristique etc.).

2. Wifi Login

Le code d'accès au wifi est situé derrière le badge de chaque participant. Tout accès à internet à partir du code wifi relève de la responsabilité de l'utilisateur. L'AETA décline toute responsabilité sur les préjudices causés par les tiers partis suite à l'utilisation de ce code wifi.

3. Identification des participants

Les participants doivent porter à tout moment sur le site du colloque leur badge afin de faciliter leur identification. L'accès aux salles de la conférence, aux pauses café, au déjeuner, à la soirée de gala et à la sortie touristique est soumis au port du badge. Tout participant qui perd son badge doit impérativement s'adresser au secrétariat pour se faire établir un autre.

4. Assistance médicale

L'assistance médicale durant la période du colloque est assurée par l'infirmerie du centre Universitaire d'Abomey-Calavi de 08h00 à 16h00. En cas d'urgence appelez le numéro suivant : **+229 97 13 35 92**

A propos de l'Association d'Economie Théorique et Appliquée (AETA)

L'Association d'Economie Théorique et Appliquée en anglais *The Theoretical and Applied Economic Association* est une société savante en économie, une Association apolitique et à but non lucratif, légalement constituée, enregistrée sous le N°2012/0559/DEP-ATL-LITT/SG/SAG-ASSOC et publiée à la page 963 du Journal Officiel de la République du Bénin en date du 1^{er} décembre 2012. Elle est composée de personnes physiques, et de personnes morales. Les personnes et institutions qui visent les mêmes objectifs peuvent y adhérer.

1. Les objectifs

L'Association d'Economie Théorique et Appliquée a pour buts de :

- Promouvoir la recherche et la formation en sciences économiques ;
- Produire, conserver et diffuser des données ayant trait à l'économie ;
- Mettre en commun, en vue de son utilisation rationnelle et de l'information de tous, une documentation aussi complète que possible comportant notamment les résultats des travaux, des recherches et de l'expérience de chacun ;
- Promouvoir la coopération entre les Enseignants-Chercheurs, les Chercheurs, les Professionnels de l'économie, les administrations, les organismes, les collectivités et autres acteurs de l'économie, etc. ;
- Organiser et Promouvoir des journées scientifiques, des conférences, colloques, séminaires, ayant trait à l'économie, etc. et des stages et des voyages d'étude en économie ;
- Promouvoir des publications ainsi que la mise à jour, le perfectionnement et la diffusion la plus large des travaux entrepris dans le domaine économique ;
- Faciliter des échanges d'informations entre ses membres individuels et/ou institutionnels ;
- Favoriser la diffusion des travaux des Enseignants-chercheurs et chercheurs en économie dans des revues scientifiques à comité de lecture ;
- Assurer la publication régulière et la diffusion de la « Revue d'Economie Théorique et Appliquée » (RETA) ainsi que de toute autre revue d'économie qu'elle décidera de créer ;
- Promouvoir auprès des décideurs à tous les niveaux, le recours au calcul économique comme outils d'aide à la décision.

2. La gouvernance

L'Association est dotée de quatre (04) organes : l'Assemblée Générale Ordinaire, l'Assemblée Générale Extraordinaire, le Conseil d'Administration et le Commissariat aux Comptes.

- **L'Assemblée Générale Ordinaire** est l'organe suprême de décision. Elle se réunit deux (2) fois par an, la première fois en début d'année et la seconde en fin d'année. Elle peut se réunir de façon extraordinaire sur convocation du président.
- **L'Assemblée Générale Extraordinaire** se réunit en dehors des deux (02) sessions ordinaires de l'année, sur décision du Conseil d'Administration ou lorsque le tiers (1/3) des membres actifs en fait la demande en indiquant clairement l'ordre du jour.
- **Le Conseil d'Administration (CA)** est l'organe de direction et d'animation de l'Association. Il prend toute initiative permettant la réalisation des objectifs fixés par l'Assemblée Générale, à charge d'en rendre compte à la prochaine réunion de celle-ci. A cet effet, le CA peut créer des Commissions spécialisées pour des tâches précises. Il arrête le budget de l'Association et rend compte à l'Assemblée Générale de sa gestion. *Les membres du CA sont* : Magloire Lanha (Président), Gilles-Armand Sossou (Secrétaire Général), Yves Soglo (Trésorier Général), Augustin Chabossou (Conseiller au Développement et à l'Organisation), Jude Eggoh (Conseiller à la Communication et aux Relations extérieures).
- **Les Commissaires aux comptes** au nombre de deux (2) sont élus par l'Assemblée générale. Les Commissaires aux comptes ont pour mission de vérifier les livres de l'Association et de contrôler la régularité et la sincérité des comptes.

3. Les acquis

Les principaux acquis de l'Association d'Economie Théorique et Appliquée au 31 octobre 2014 :

- La **Revue d'Economie Théorique et Appliquée** (RETA) paraît régulièrement depuis 2012, à raison de 2 numéros par an. A ce jour, la RETA a édité six (6) numéros.
- La RETA est publiée en version numérique sur le site <http://www.retanet.org/> avec comme ISSN 1840-751X. L'accès aux résumés des articles est libre. Le téléchargement de l'article intégral est gratuit sous réserve de s'enregistrer en ligne dans la base de données des lecteurs.
- La RETA est aussi publiée en version papier avec pour ISSN 1840-7277. Les revues en papier sont distribuées aux Enseignants-Chercheurs, dans les Laboratoires, les Bibliothèques, aux Institutions. A ce jour, le journal n'est pas commercialisé, mais pourrait le devenir sur décision de l'Assemblée générale.
- L'Association organise mensuellement un séminaire de recherche qui est le lieu de rencontre des chercheurs et des professionnels intéressés par la recherche en science économique sur des thèmes précis.
- L'Association organise à Cotonou, les 11, 12, et 13 novembre 2014, son Premier Colloque sur le thème : « **Développement, Marchés financiers, Environnement, Agriculture, Politiques publiques et Genre** ».

4. Les perspectives

- Proposer des outils d'aide à la décision publique à travers la publication des notes de conjoncture sur l'état de l'économie nationale, régionale et internationale ;
- Assurer la formation de chercheurs sur les nouveaux outils d'analyse en économie ;
- Instaurer un prix d'excellence pour récompenser les personnes ayant significativement contribué au développement de la science économique.

5. Comment adhérer à l'AETA ?

Vous trouverez dans le kit du participant, un formulaire que nous vous prions de bien vouloir remplir et déposer au secrétariat du colloque. Les frais d'adhésion annuelle sont de 50 000 FCFA (75 euros) pour les membres ordinaires et plus de 100 000 FCFA (150 euros) pour les membres sponsors. L'adhésion donne droit à une réduction de 50% sur tous les services (formations, soumissions, colloques) de l'AETA (par exemple 50 000 F CFA pour les frais de soumission à la RETA au lieu de 100 000 F CFA pour les non adhérents). En plus les adhérents recevront 4 exemplaires de chaque numéro de la Revue d'Economie Théorique et Appliquée (RETA).

Keynotes speakers



Patrick Villieu est Professeur de Science Economique (Classe exceptionnelle) à l'Université d'Orléans ; il dirige actuellement l'Ecole Doctorale Sciences Humaines et Sociales. Il a été Directeur du Laboratoire d'Economie d'Orléans (UMR 7322) de 2008 à 2012 et membre du jury d'agrégation du CAMES (Abidjan, 2011, Brazzaville, 2013). Ses domaines de recherche sont la macroéconomie, la théorie et politique monétaire, le policy mix et règles budgétaires, la croissance et fluctuations, et l'économie publique de la dette souveraine. Il est entre autres, Editeur, avec Jean Paul POLLIN, d'un numéro spécial de la Revue d'Economie Politique : « La crise de l'euro », à paraître en novembre 2014.

Publications récentes :

- MENUET M. & VILLIEU P. [2014] : "Public Debt Adjustment in a Simple Model of Stochastic Endogenous Growth", **Revue d'Economie Politique**, à paraître.
- EHRHART H, MINEA A. & VILLIEU P. [2014] : "Debt, Seignorage and the Growth Laffer Curve in Developing Countries", **Journal of Macroeconomics**, 42, 199-210, décembre.
- EGGOH J. & VILLIEU P. [2014] : "A Simple Endogenous Growth Model of Financial Intermediation with Multiplicity and Indeterminacy", **Economic Modelling**, 38, 357-366.
- POPESCU A. & VILLIEU P. [2014] : « Déficit budgétaire, dette publique et croissance dans les Pays d'Europe Centrale et Orientale », **Mondes en Développement**, 42(3), N°167, 53-72.
- VILLIEU P. [2014] : « La théorie économique de la monnaie », dans « **Encyclopedia Universalis** », 2^{ème} édition révisée (1^{ère} édition 2004).
- EGGOH J. & VILLIEU P. [2013] : « Un réexamen de la non-linéarité entre le développement financier et la croissance économique », **Revue d'Economie Politique**, n°2, mars-avril, 211-236.
- MINEA A. & VILLIEU P. [2012] : "Debt policy rule, productive government spending and multiple growth paths: A Note", **Macroeconomic Dynamics**, 17(4), 947-954.
- MINEA A. & VILLIEU P. [2012] : "Persistent Deficit, Growth and Indeterminacy", **Macroeconomic Dynamics**, 16 (Supplement 2), 267-283.

Ouvrages :

- VILLIEU P. [2014] : « **Macroéconomie** », 520p, Economica, à paraître
- VILLIEU P. [2008] : « **Macroéconomie : consommation et épargne** », Editions La Découverte, collection "Repères", 128p, 3^{ème} édition révisée, (1^{ère} édition septembre 1997).
- VILLIEU P. [2007] : « **Macroéconomie : l'investissement** », Editions La Découverte, collection "Repères", 128p, 2^{ème} édition révisée (1^{ère} édition janvier 2000).
- SEMEDO G. & VILLIEU P. [1998] : « **Mondialisation, intégration économique et croissance : nouvelles approches** », Editions L'Harmattan, 368p.
- SEMEDO G. & VILLIEU P. [1997] : « **La zone franc : mécanismes et perspectives macroéconomiques** », Editions Ellipses, 160p.



Michel LELART est Directeur de recherche émérite au CNRS. Il est rattaché au Laboratoire d'Economie d'Orléans. Il s'est spécialisé dans les questions monétaires et financières, en particulier au niveau international. Il a publié plusieurs ouvrages, en particulier sur le rôle international du dollar, les opérations du FMI, la construction monétaire européenne... Il a enseigné aux universités de Paris II puis d'Orléans, ainsi que, occasionnellement, dans une douzaine d'universités étrangères. Il est également l'un des grands spécialistes Français des questions de microfinance, et a publié de nombreux articles sur cette problématique. Il est actuellement le Président de l'Association Internationale des Chercheurs Francophones en Microfinance (AICFM).

Publications récentes

- LELART M. [2014] : « De la finance éthique à l'éthique dans la finance », Mondes en Développement, à paraître.
- LELART M. [2014] : « La Zone euro et la crise financière internationale », Revue de l'Union Européenne, n°581, pp. 471-478, septembre.
- LELART M. [2014] : « Le système de l'écu privé : comment a-t-il fonctionné ? Comment aurait-il pu évoluer ? », Revue d'Economie Financière, n°113, pp. 275-289, mars.
- LELART M. [2012] : « Comment le dollar devient-il une monnaie internationale ? », Revue d'Economie Financière, n°107, pp. 265-288, septembre.
- LELART M. [2010] : « Pourquoi Benoît XVI parle-t-il de la microfinance dans son encyclique Caritas in Veritate ? », Mondes en Développement, n°152, pp. 97-110, décembre.
- LELART M. [2010] : « Les droits de tirage spéciaux : décryptage d'une mesure inattendue du G 20 », L'Economie politique, n°45, pp. 26-34, janvier.
- LELART M. [2007] : « Le père du micro-crédit honoré par le prix Nobel de la Paix », Revue d'Economie Politique, n°117, pp. 197-208, mars-avril.
- LELART M. [2007] : « Le thaler de Marie-Thérèse d'Autriche : une monnaie internationale de 1750 à nos jours », Economies et sociétés, Cahiers de l'ISMEA, série P, n°38, pp. 321-346, février.

Principaux ouvrages :

- LELART M. [2011] : Le système monétaire international, Editions La Découverte, Collection Repères, 128 p., 8ème édition révisée (1ère édition 1991).
- LELART M. [2005] : De la finance informelle à la microfinance, Agence Universitaire de la Francophonie (AUF), 112 p.
- LELART M. [1995] : Le Fonds Monétaire International, Editions La Découverte, Collection Repères, 128 p., 2ème édition (1ère édition 1991).
- LELART M. [1994] : La construction monétaire européenne, Dunod, 252 p.
- LELART M. [1988] : Les opérations du Fonds Monétaire International, Economica, 442 p., 2ème édition révisée (1ère édition 1981).

Ouvrages collectifs (direction)

- LELART M. [2010] : Microfinance : performances, nouveaux développements et défis, Techniques Financières et Développement, numéro spécial, n°101, décembre, 196 p.
- LELART M. [2000] : Finance informelle et financement du développement, AUF, 250 p.
- LELART M. [1994] : La tontine, pratique informelle d'épargne et de crédit dans les pays en voie de développement, AUF et John Libbey Eurotext, 356 p.

Programme Scientifique

Salles	Communications	Auteurs	Institutions
Dimanche 9 novembre 2014 : Accueil des participants et installation dans les hôtels			
Lundi 10 novembre 2014 : Accueil des participants et installation dans les hôtels - Visite du Campus			
15H00 - 18H00 : Inscription des participants			
Mardi 11 novembre 2014			
8H - 8H30 : Inscription des participants			
8H30 - 9H00 : Cérémonie d'ouverture (Allocution de bienvenue du Président de l'AETA, du Doyen et du Président du Conseil Scientifique et Allocution d'ouverture du Recteur)			
9H00 - 9H30 : Cocktail d'ouverture			
9H30 - 11H00 : Conférence inaugurale du Keynote Speaker Patrick Villieu, Professeur à l'Université d'Orléans			
<i>Thème: Dette, déficit et croissance</i>			
11H00 - 13H30 : Sessions parallèles dans quatre (4) salles simultanément			
Session 1-A: Croissance, développement et politique économique			
Président de la session : Fulbert Géro Amoussouga			
Salle 1	1 - Rôle des infrastructures de transport dans la construction de l'espace ouest-africain	Abdo Hassan Maman	Faculté des Sciences Economiques et Juridiques - Univ. Abdou Moumouni (Niamey)
	2 - L'impact de la dette publique sur la croissance économique dans la zone UEMOA	Aïda Wade	LARES UGB Saint-Louis CERDI UDA
	3 - Une croissance économique forte et durable est-elle possible dans un contexte de fuite massive des capitaux en zone franc ?	Ameth Saloum Ndiaye	Dép. Economie & CREA, UCAD
Session 2-A: Marchés financiers et instabilité économique et financière			
Président de la session : Chrysost Bangaké			
Salle 2	4 - External financial flows and domestic investment in the economies of WAEMU: crowding-out versus crowding-in effects	Charles Fahindé Alexis Abodohoui Zan Su	FASEG, UAC FASEG, UAC Faculté des Sciences de l'Administration, Université Laval
	5 - Crise économique et crise du système de retraite au Cameroun	Kemeze Francis Hypolite	University of Ghana, Legon
	6 - La cohérence des objectifs de la politique commerciale communautaire des pays de l'UEMOA à l'évidence des faits stylisés sur le marché des huiles alimentaires	Noukpo Homegnon	CEFRED et LEO (Univ. Orléans)
Session 3-A: Politiques monétaires et Intégration			
Président de la session : Felwine Sarr			
Salle 3	7 - Intégration Economique, Fréquence des Chocs et Partage International de Risque en UEMOA	S. Erick Abel Dedehouanou	FASEG - Université d'Abomey-Calavi (UAC)

8 - Taux de change réel d'équilibre et évolution de ses fondamentaux dans l'UEMOA	Honoré Sèwanoudé Houngbédji	FASEG (Université d'Abomey-Calavi)
9 - Politique monétaire, stabilité des prix et développement de l'activité économique en zone CEMAC	Fokwa Arsène Mba	FASEG, Université de Dschang, Cameroun

Session 4-A : Agriculture, Politiques Agricoles, Sécurité alimentaire, Exportations

Président de la session : Koffi Tessio

Salle 4	10 - Market participation among cassava value chain actors in rural Benin	Gilbert Onionkiton Adjimoti Kinkinginhoun-	University of Ghana
	11 - Impact of NERICA Adoption on Productivity and Income in Benin: Is There Gender Difference	Medagbe, F. Diagne Aliou Patrice Y. Adegbola	AfricaRice, Cotonou AfricaRice, Cotonou INRAB
	12 - Analyse de l'efficacité économique des producteurs des semences du riz face à la problématique de la sécurité alimentaire : Cas du Bénin	Rico Amoussouhoui Aminou Arouna Aliou Diagne	AfricaRice, Cotonou AfricaRice, Cotonou AfricaRice, Cotonou

13h30 - 15h00 : Pause déjeuner

15H00 - 18H00 : Sessions parallèles dans quatre (4) salles simultanément

Session 1- B: Croissance, développement et Politique économique

Président de la session : Denis Acclassato

Salle 1	13 - Impact de l'aide publique au développement sur la croissance et l'épargne domestique des pays membres de la zone UEMOA	Bayoko Laciné	Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement (BNETD)
	14 - A Re-examination of the Financial Development-Growth Nexus in Presence of Structural Breaks: The African Countries Experience	Chryost Bangaké Jude Eggoh	EQUIPE et LEO FASEG et GRANEM
	15 - Chocs d'Instabilité politique et Croissance économique : Une analyse en termes d'approche vectorielle autorégressive non-linéaire (LSTVAR)	Lembrabott Sidi Mahmoud Ould ElHoussein	LARES – Université Gaston Berger – Saint Louis, Sénégal
	16 - Analyse de la contribution des chocs agricoles et monétaires aux fluctuations des prix	Codjo Fabrice	FASEG - UAC

Session 2 - B : Marchés financiers et Instabilité économique et financière

Président de la session : Charlemagne Igué

Salle 2	17 - Prévention du risque de défaillance des banques de l'UEMOA : impact des fonds propres sur le risque de défaillance	Malick Paul Ndiaye	CERDI et l'Université Gaston BERGER de Saint- Louis du Sénégal
	18 - Les déterminants de la situation économique et financière des établissements publics de santé au Sénégal	Mansoum Ndiaye Mouhamadou Fall	LARES - UGB LARES - UGB
	19 - The importance of the exchange rate regime in limiting current account imbalances in sub-Saharan African countries	Blaise Gnimassoun	EconomiX - CNRS, University of Paris Ouest, France

Session 3 - B : Politiques monétaires et Intégration

Président de la session : Patrick Villieu

Salle 3	20- Effet de l'innovation financière sur la stabilité de la demande de monnaie au Cameroun : une approche par le modèle ARDL	Grégory Mvogo	Université de Yaoundé II Soa, Cameroun
---------	--	---------------	--

21 - Taux de change et compétitivité extérieure de l'économie : le cas du Cameroun	Denise Gisèle Megniang	FASEG, Université de Yaoundé II-Soa et (LAREM)
22 - Estimation d'une fonction de demande de monnaie au Cameroun	Paulin Mendo Mbollo Steve Williams	ISSEA ISSEA

Session 4 - B : Agriculture, Politiques Agricoles, Sécurité alimentaire, Exportations

Président de la session : Koffi Tessio

Salle 4	23 - Impact du Tarif Extérieur Commun (TEC) sur l'offre, la demande du riz et sur le revenu des producteurs au Bénin	Arsène J. Agossadou Rose Fiamohé Aliou Diagne Gauthier Biaou	FSA - UAC AfricaRice, - Cotonou AfricaRice, Cotonou FSA - UAC
	24 - Evaluation ex-ante de l'impact de l'adoption du <i>Pachyrhisus Erosus</i> sur le revenu et l'état nutritionnel des producteurs de la commune de Ouèssè	Annick Atacolodjou Patrick Adegbola Jacques Zinsou Jourdain Lokossou Asai Amavi F. Kinkingninhoun-	UCAO PAPA et CRA-A Ministère des Finances UAC UAC
	25 - Impact of use of credit in rice farming on rice productivity and income in Benin	Medagbe Aliou Diagne Gauthier Biaou	AfricaRice, Cotonou AfricaRice, Cotonou FSA - UAC
	26 - Analyse comparative des systèmes de production du coton biologique et du coton conventionnel au Bénin	Victorin A. Houndékon	Université d'Abomey Calavi (UAC)

18H00 – 18H30 : Pause café

FIN DE LA PREMIERE JOURNEE

Mercredi 12 novembre 2014

8hH30 – 10H00 : Conférence du Keynote Speaker Michel Lelart, Directeur de Recherche, Emérite, Univ. Orléans

Thème: *Le système monétaire international face aux critères du développement durable*

10H00 – 10H30 : Pause café

10H30 – 13H00 : Sessions parallèles dans quatre (4) salles simultanément

Session 1 - C: Marchés financiers et Instabilité économique et financière

Président de la session : Charlemagne Igué

Salle 1	27 - Do Economic Reforms Spur Bancarisation Rate in the CEMAC Region? Empirical Analysis	Gérard Tchouassi	Department of Economics, University of Yaoundé II, Yaoundé, Cameroon
	28 - Implémentation du 'stress-test' macro-prudentiel du risque de crédit bancaire dans l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA)	Mathieu Gbêmèho Trinnou	CEFRED - Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FASEG)
	29 - Comportement d'offre bancaire et dynamique macroéconomique: une mise en évidence empirique du rôle des caractéristiques des banques	Marius Guézo	CEFRED - Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FASEG)

Session 2 - C : Politiques monétaires et Intégration

Président de la session : Felwine Sarr

Salle 2	30 - Variation des échanges commerciaux et consommation des ménages au Cameroun : analyse par un MEGC	Gankou Jean-Marie Soh Syrie Galax Mougnol A Ekoula H.	LAREM Univ. Yaoundé II LAREM Univ. Yaoundé II LAREM Univ. Yaoundé II
	31 - Commerce et Investissements directs étrangers dans un contexte de régionalisation : Cas de l'UEMOA	Oumar Sory	Institut de Recherche Empirique en Economie Politique (IREEP)

32 - Les économies des pays de la zone CEMAC face aux fluctuations des marchés internationaux: une tentative d'analyse de leur résilience	Jules René Minkoua Nzie	Université de Yaoundé II – Soa
---	-------------------------	--------------------------------

Session 3- A : Evaluation de politiques publiques, des Institutions et Gouvernance

Président de la session : Olivier Koumba

Salle 3	33 - Le rôle des institutions dans l'amélioration de la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne	AMBAGNA Jean Joël SONG Jacques Simon	ISSEA Cameroun FSEG Université de Yaoundé II-Soa
	34 - Le rôle des institutions dans la performance des recettes fiscales: Une évidence empirique dans les pays de l'UEMOA	Ameth Saloum Ndiaye	CREA, Université de Dakar, Sénégal
	35 - Analyse des déterminants de la perception du bien 'trottoir' à Cotonou	Fanougbo Avocè Viagannou	Ecole Nationale d'Economie Appliquée et de Management (ENEAM)

Session 4- C : Agriculture, Politiques Agricoles, Sécurité alimentaire, Exportations

Président de la session : Gautier Biaou

Salle 4	36 - Adoption des variétés améliorées de riz en Afrique : une analyse des facteurs déterminants et de leur importance relative par environnement de culture	Diagne Aliou Papa Abdoulaye Seck F. Kinkingninhou Didier Alia Eyram A.-Assagba	AfricaRice, Cotonou AfricaRice, Dakar AfricaRice, Cotonou University of Kentucky, AfricaRice, Cotonou
	37 - Impact de l'adoption des variétés améliorées de riz SAHEL sur la pauvreté au Sénégal : approche de l'effet marginal du traitement (EMT)	Blaise Waly Basse	LARES et Université Gaston Berger (UGB)
	38 - Determinants of Graduate Students' Participation in Agricultural Value chain in Benin	Cocou J. Amegnaglo Yves Y. Soglo Armand F. Akpa Gaël d'Oliveira	University of Ghana, FASEG, UAC FASEG, UAC FASEG, UAC

13H00 – 14H30 : Pause déjeuner

14H30 – 17H30 : Sessions parallèles dans quatre (4) salles simultanément

Session 1 - C : Croissance, développement et Politique économique

Président de la session : Fulbert Amoussouga Géro

Salle 1	39 - Démocratie et croissance économique dans les pays de l'UEMOA: Quels liens?	Dramane Abdoulaye	Faculté des Sciences Economiques de Savè - Univ. de Parakou
	40 - Dette extérieure et qualité des institutions, impact sur la croissance économique: cas de l'UEMOA	Jérôme Ouédraogo	Ingénieur Statisticien Economiste, CEA/BSR-AO
	41 - Manufacturing sector, natural resources and growth in Africa: A dynamic panel approach	Dagbégnon Marc Luc Akplogan	Statistician Economist Engineer - Cotonou, Benin
	42 - Aide Publique au Développement, Dépenses Sociales et Croissance Pro-pauvre au Bénin	Charlemagne Babatoundé Igué	FASEG, Université d'Abomey-Calavi (UAC)
	43 - L'analyse des déterminants de la croissance industrielle du secteur manufacturière en République du Congo : une approche par la modélisation Vecteur Autorégressif (VAR)	Constant Mathieu Makouezi	Centre d'Etudes et de Recherche sur les Analyses et Politiques Economiques (CERAPE)

Session 2 - A : Microfinance et développement

Président de la session : Denis Acclassato

Salle 2

44 - Risque d'antisélection de la banque à la microfinance	Mouhamadou Fall Magloire Lanha	LARES, UGB LaMiDev et FASEG
45 - Part relative des IMF dans l'architecture des pays de l'UEMOA: modèle théorique et évidences empiriques	Alain Babatoundé	Université d'Abomey-Calavi
46 - Analyse de l'impact des rémunérations incitatives sur la productivité du personnel de crédit des Institutions de microfinance au Bénin	Melain Modeste Senou	FASEG, Université d'Abomey-Calavi (UAC)

Session 3 - B : Evaluation de politiques publiques, des Institutions et Gouvernance

Président de la session : Albert Honlonkou

		Autorité de Régulation des Communications Electroniques et de la Poste (ARCEP-Bénin)
47 - Les services de communications électroniques dans les pays de l'UEMOA : compléments ou substituts	Franck Dickodet	
Salle 3 48 - Le revenu et l'éducation explique-t-il (elle) la démocratie dans les pays en développement ? Une analyse empirique en Afrique	Sophie Harnay Fomba Kamga Rema J. KENECK Massil	Economix, Univ. Paris X Univ. de Yaoundé II-Soa Economix, Univ. Paris X
49 - Governance and Community-Based Social Protection in Senegal	Ameth S. Ndiaye S. F. Dedehouanou Mariama Faye	CREA, Univ. of Dakar FASEG, UAC Department of Sociology, UCAD
50 - Téléphones fixe et mobile dans la zone UEMOA : services complémentaires ou substituables ?	Augustin Chabossou	FASEG, Université d'Abomey-Calavi (UAC)

Session 4 - D : Agriculture, Politiques Agricoles, Sécurité alimentaire, Exportations

Président de la session : Koffi Tessio

	Kinkingninhoun Medagbe, F.	AfricaRice, Cotonou
51 - La question semencière dans la riziculture africaine: une enquête dans 17 pays sur les modes d'accès et la demande de semences par les riziculteurs	Diagne, A. Bonou, A. Seck, P. A. Amovin-Assagba, E.	AfricaRice, Cotonou WASCAL / UCAD, Dakar AfricaRice, Dakar AfricaRice, Cotonou
Salle 4 52 - Agriculture and health: an overview of relationship between rice cropping systems and rice farmers' health in West Africa Rice Sector Development Hubs	Lokossou J. Rose Fiamohe Aminou Arouna Aliou Diagne Gauthier Biaou	FSA, UAC AfricaRice, Cotonou AfricaRice, Cotonou AfricaRice, Cotonou FSA, UAC
53 - Farmer preferences for cooking characteristics of local rice and implication for food security in sub-Saharan Africa: A Community-based evaluation approach	Rose Fiamohe Aliou Diagne Eyram A. Assagba Florentin Ametonou Arsene Agossadou	AfricaRice, Cotonou AfricaRice, Cotonou AfricaRice, Cotonou AfricaRice, Cotonou AfricaRice, Cotonou

17H30 - 18H30 : Pause café

FIN DE LA DEUXIEME JOURNEE

Jeu

8H30 - 10H30 : Sessions parallèles dans quatre (4) salles simultanément

Session 1 - D : Croissance, développement et Politique économique

Salle 1

Président de la session : Patrick Villieu

54 - Major determinants of FDI in the economy of Benin Republic (1980 – 2010)	Nicaise A. Laleye	Dept of Economics, University of Lagos
55 - Dépenses publiques et croissance économique dans les pays de la CEMAC	Constant Fouapi Philémon Nsi Ella Jean M. Ndoumba Epo Boniface Ngah	Université de Yaoundé II Université Omar Bongo Université de Bangui, Université de Yaoundé
56 - Transferts de fonds de migrants et pauvreté dans les pays de l'UEMOA: une étude en données de panel	Akouétévi Da-Silva	FASEG - Université d'Abomey-Calavi
57 - Do remittances spur economic growth? Evidence from developing countries?	Chryost Bangaké Jude Eggoh	EQUIPPE, Lille 1 et LEO FASEG et GRANEM

Session 2 - C : Evaluation de politiques publiques, des Institutions et Gouvernance

Président de la session : Michel Lelart

Salle 2	58 - Gouvernance et croissance économique : une analyse des effets de seuil	Bernard Ahou Alexis Odoun-lfa Gérard Couao-Zotti	ENEAM, UAC Ministère de l'Artisanat Ministère du Plan
	59 - Dynamics of Local Public Debt: the case of French municipalities	Olivier Koumba	IUT d'Angers et GRANEM, Université d'Angers
	60 - Qualité des institutions, structure de propriété et efficacité des banques dans la CEMAC : une analyse par la méthode paramétrique	Jacques Simon Song Constant Fouopi	FSEG Univ. Yaoundé II FSEG Univ. Yaoundé II

Session 3 - A : Economie de l'environnement et de l'énergie

Président de la session : Gautier Biao

Salle 3	61 - Analyse Economique de la Gestion Durable des Ressources Halieutiques des Eaux Continentales du Benin	Brice Hoyéton Ainan	FASEG - Université d'Abomey-Calavi (UAC)
	62 - Les bénéfices d'adduction d'eau potable dans la vallée de l'Ouémé	Justin Clohounto Serge Dedjinou	FASEG – UAC FASEG – UAC
	63 - Effect of climate change on cereal yield: evidence from Benin and Burkina Faso	Armél G. Nonvidé Porgo Mohamed	University of Ghana University of Ghana

Session 4 - A : Pauvreté, développement, genre, OMD et ODD

Président de la session : Bernard Hounmènou

Salle 4	64 - Déterminants de la pauvreté des enfants au Bénin : une approche multidimensionnelle	Fawaz A. Aminou	Faculté des Sciences Economiques et de Gestion - UCAD – Dakar
	65 - Enseignement supérieur et croissance économique au Bénin : faits stylisés et leçons	Aimée G. Soglo	CEFRED et FASEG (UAC)
	66 - Dépenses en santé et appauvrissement des ménages au Bénin	Hilaire Houéninvo	FASEG, Université d'Abomey Calavi (Bénin)

10H30 - 11H00 : Pause café

11H00 - 13H30 : Sessions parallèles dans quatre (4) salles simultanément

Session 1 - B : Pauvreté, développement, genre, OMD et ODD

Président de la session : Michel Lelart

Salle 1	67 - Gouvernance et Réduction de la pauvreté dans les pays de l'UEMOA : Comptabilisation du mécanisme de transmission	Ibrahim Mohamed Bello	Faculté de Droit, d'Economie et de Gestion (FADEG)
---------	---	-----------------------	--

68 - Satisfaction des Enseignants et Performances Scolaires au Bénin	Kenneth Kponou	UCAD (Dakar, Sénégal)
69 - Les déterminants de la consommation d'assurance vie : le cas de l'UEMOA	Dieng Momar Sylla Mouhamadou Fall	LARES, UGB LARES, UGB

Session 2 - B : Economie de l'environnement et de l'énergie

Président de la session : Charlemagne Igué

Salle 2	70 - Effets de la croissance économique sur les émissions de CO2 dans les pays du Bassin du Congo	Hilaire Nkengfack Hervé Kaffo Fotio	FASEG, Univ. Dschang FASEG, Univ. Dschang
	71 - Analyse des dommages des coupures d'électricité à Abomey-Calavi au Bénin : Cas des ménages	Serge Dedjinou	FASEG - Université d'Abomey-Calavi
	72 - Incidence du changement climatique sur les productions agricoles : cas de la commune de Banikoara	Emmanuel D. Yaï Bernadin G. Ahododé Felix C. Biaou	FASEG - UAC FASEG - UAC FASEG - UAC

Session 3 - E : Agriculture, Politiques Agricoles, Sécurité alimentaire, Exportations

Président de la session : Anselme Adégbidji

Salle 3	73 - Analyse de l'efficacité économique d'allocation des ressources dans la production du soja au Bénin	Labiya, I. Ayédèguè, A Yabi, A. J.	FSA, Univ. Parakou FSA, Univ. Parakou FSA, Univ. Parakou
	74 - Evaluation de l'impact des contrats agricoles sur le revenu des producteurs du riz : cas du Bénin	Ambaliou Olounlade Aminou Arouna Aliou Diagne Biaou Gauthier	FSA, UAC AfricaRice, Cotonou AfricaRice, Cotonou FSA, UAC
	75 - Jeunesse et politique agricole dans la zone de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)	Ahmed Yves Sylla Almame A. Tinta	University of Ghana University of Ghana

Session 4: Pauvreté, développement, genre, OMD et ODD

Président de la session : Olivier Koumba

Salle 4	76 - Inégalités et Pauvreté multidimensionnelle au Togo	Dossè Mawussi Djahini-Afawoubo	Département Economie Université de Lomé
	77 - Analyse des risques et des déterminants du choix de l'activité de taxi-moto à Cotonou (Bénin)	Gbétoton Nadège Djossou	Université d'Abomey-Calavi (Benin)
	78 - Analysis of marketing channels, costs and margins in West Africa: The case of Benin and Togo	Rose Fiamohe Aliou Diagne Vincent Flifli	AfricaRice, Cotonou AfricaRice, Cotonou AfricaRice, Cotonou

13H30 - 15H00 : Pause déjeuner

15H00 - 18H00 : Sessions parallèles dans quatre (3) salles simultanément

Session 1 - D : Evaluation de politiques publiques, des Institutions et Gouvernance

Président de la session : Denis Acclassato

Salle 1	79 - Institutions économiques, capital humain et croissance économique en Afrique au Sud du Sahara	Désiré Avom Jacques Simon Song	Univ. Yaoundé II-Soa Univ. Yaoundé II-Soa
---------	--	-----------------------------------	--

	80 - La démocratie est-elle un bien de luxe pour les pays de l'UEMOA ?	Dramane Abdoulaye	Faculté des Sciences Economiques de Savè - Univ. de Parakou
	81 - Comparaison de l'effet de la décentralisation et de la déconcentration sur la réduction de la pauvreté au Bénin	Hortensia Acacha	ENEAM – Université d'Abomey-Calavi

Session 2 - C : Pauvreté, développement, genre, OMD et ODD

Président de la session : Patrick Villieu

Salle 2	82 – Does good governance improve public health expenditure-health outcomes nexus? New empirical evidence from Africa	G Hilaire Houeninvo	FASEG - Université d'Abomey Calavi
	83 - Nature du contrat et absentéisme des enseignants : le rôle des revenus hors activité de l'enseignant	Barthélemy M. Senou Fulbert Amoussouga-Géro	ENEAM - UAC FASEG – UAC
	84 - Nutrition des femmes enceintes et santé néonatale	Inès Monwanou	FASEG, Université d'Abomey-Calavi

Session 3 - D : Pauvreté, développement, genre, OMD et ODD

Président de la session : Chrysost Bangaké

Salle 3	85 - Financement Public des dépenses de santé et survie infantile au Togo	Atake Ezzo – Hanam	University of Lome (Togo)
	86 - Economie et Culture en Afrique	Felwine Sarr	Université Gaston Berger de Saint-Louis
	87 - Impact de l'assurance maladie formelle sur l'utilisation des services de santé au Bénin	Alexandre Zounmènou	FASEG – Université d'Abomey-Calavi

Session 4 - E : Evaluation de politiques publiques, des Institutions et Gouvernance

Président de la session : Albert Honlonkou

Salle 4	88 - Gouvernance urbaine et révélation des préférences dans la production locale de biens collectifs- Etude de cas de la ville de Cotonou (Bénin)	Bernard Hounmènou	FASEG - Université d'Abomey-Calavi
	89 - Can Reducing Inequality Aggravate the Pollution Stock Problem?	Johnson Kakeu Maxime Agbo	Morehouse College, Atlanta Agrocampus Ouest, Angers, France
	90 - Le rôle de l'Etat aujourd'hui au Cameroun: que pouvons-nous attendre?	Louis Bernard Tchékoumi	FSEGA, Université de Douala

18H00 – 18H30 : Pause café

20H00 – 22H00 : DÎNER DE GALA

Résumés des articles présentés

[1] Hassan Maman ABDO, Faculté des Sciences Economiques et Juridiques - Université Abdou Moumouni de Niamey au Niger

« Rôle des infrastructures de transport dans la construction de l'espace ouest-africain »

Résumé : Ce papier se propose d'analyser les contraintes infrastructurelles de transport qui conditionnent, dans une certaine mesure, la construction de l'espace économique ouest-africain dans le cadre de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Il pointe du doigt les coûts excessifs de transport découlant des mauvaises conditions géographiques et du piège de proximité. La hausse des coûts de transactions et de transport augmente les prix des marchandises, diminue le volume des échanges extérieurs et intra régionaux tout en réduisant la mobilité des produits et des facteurs. Il en résulte une contre-performance des économies et des entreprises. Ces paramètres qui jouent un rôle déterminant dans le processus de régionalisation se traduisent par de faibles niveaux de croissance économique. Ainsi, la construction inerte de l'espace ouest-africain se trouve-t-elle piégée par l'inefficacité des politiques d'infrastructures mises en œuvre depuis la création des institutions communautaires dans les années 1970.

[2] Aïda WADE, Laboratoire LARES UGB Saint-Louis - Laboratoire CERDI UDA Clermont-Ferrand

« L'impact de la dette publique sur la croissance économique dans la zone UEMOA »

Résumé : L'objectif de ce papier est de déterminer l'impact de la dette publique sur la croissance économique dans les pays de la zone UEMOA. Pour cela, une équation de croissance standard en panel dynamique sous forme quadratique est régressé par effets fixes, puis par la méthode des GMM en système pour corriger le biais introduit. Les résultats montrent une relation non linéaire entre la dette publique et la croissance économique dans les pays de la zone UEMOA sur la période de 1980-2011. La dette publique stimule la croissance économique lorsque son niveau se situe en-dessous de notre seuil évalué à 48%. Ce résultat a été confirmé par l'utilisation du modèle de détermination de seuil de Hansen (1999), avec un seuil de 49.83%. L'élasticité moyenne de la zone montre qu'au-delà de ce seuil, une hausse de 1 point de pourcentage de la dette réduit la croissance économique de 0,08 point de pourcentage. Par conséquent, ce papier met en évidence que le plafond de la dette de 70% du PIB appliqué par le pacte de stabilité de la zone UEMOA, n'est pas optimal, compte tenu des ratios d'endettement actuels.

[3] Ameth Saloum NDIAYE, Département d'Economie & CREA, Université de Dakar, Sénégal

« Une croissance économique forte et durable est-elle possible dans un contexte de fuite massive des capitaux en zone franc ? »

Résumé : Cette étude analyse l'effet de la fuite des capitaux sur la croissance économique en zone franc (ZF). Sur la période 1970-2010, la fuite des capitaux réelle de ces pays est trouvée positive et massive avec une ampleur qui s'élève à environ 86,8 (avec la méthode ajustée de la Banque Mondiale) ou 80,1 milliards de dollars (avec la méthode ajustée de Morgan Guaranty), représentant respectivement 122,1% ou 112,6% du PIB, et 5,3 fois ou 4,9 fois l'investissement domestique. Au même moment, les pays de la ZF ont enregistré des taux d'investissement et de croissance faibles et très volatiles. L'analyse économétrique montre que la fuite des capitaux réduit significativement la croissance économique en ZF. La fuite des capitaux constitue donc un obstacle majeur à la réalisation d'une croissance économique forte et durable en ZF. Les résultats révèlent aussi que l'investissement domestique, le crédit au secteur privé, la qualité des institutions, et l'épargne domestique jouent un rôle important dans l'explication de l'influence de la fuite des capitaux sur la croissance économique en ZF, et sont ainsi d'importants canaux qui affectent l'effet-croissance de la fuite des capitaux dans cette zone. L'implication-clé de ces résultats est que le rapatriement des capitaux en fuite contribue à accroître significativement le volume d'investissement en ZF, le crédit au secteur privé, la qualité des institutions, et l'épargne domestique ; ce qui implique que cela peut aider ces pays à accroître durablement leur croissance économique.

[4] Charles FAHINDE, FASEG - Université d'Abomey-Calavi ;

Alexis ABODOHOU, FASEG - Université d'Abomey-Calavi ; SU, Zhan, Faculté des Sciences de l'Administration. Université Laval

“External financial flows and domestic investment in the economies of WAEMU: crowding-out versus crowding-in effects”

Abstract: This paper analyzes the effect of capital inflows on domestic investment in the Economic and Monetary Union of West Africa (WAEMU). In this respect three types of foreign capital have been taken into account namely FDI, Official Development Assistance (ODA) and remittances from migrants. The empirical study is conducted based on the theoretical model Agosin and Mayer (2000) to test the hypothesis of crowding-out and crowding-in of domestic investments by different types of foreign capital considered. The econometric estimates are based on the GMM method of Arellano and Bond (1991) applied to a panel of WAEMU countries over the period 1996-2011. The results of the study reveal that FDI crowds out domestic firms in both the short and long term. Similarly, ODA have a lasting crowding out local investment. As for remittances, the econometric results show that they do not have a significant effect on domestic investment in the countries of the union.

[5] Francis Hypolite KEMEZE, University of Ghana, Legon

« Crise économique et crise du système de retraite au Cameroun »

Résumé : Protégé par son organisation en régime par répartition, où les cotisations financent les pensions sans passer par la case bourse, le système de retraite camerounais est-il pour autant à l'abri des secousses de la crise économique ? L'objectif de ce papier est d'évaluer le système de retraite de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale du Cameroun à l'enjeu de la crise économique des années 80 et de la récente crise financière de 2007/2008. La situation financière du système de retraite du Cameroun laisse envisager un déficit que nous avons analysé à l'aide du modèle d'équilibre général calculable à générations imbriquées. Pour un motif de données, le modèle est appréhendé seulement dans sa partie répartition. Les résultats attestent bien que le système de retraite camerounais financé par répartition est déficitaire, et ce déficit grandissant est évalué à presque 5 milliards de FCFA en 2011. L'analyse sur les déterminants de ce déficit montre que la crise économique des années 80 et la récente crise sont au centre de ce déficit.

[6] Noukpo HOMEON, CEFRED et LEO

« La cohérence des objectifs de la politique commerciale communautaire des pays de l'UEMOA à l'évidence des faits stylisés sur le marché des huiles alimentaires »

Résumé : Cet article analyse la cohérence des objectifs de la politique commerciale communautaire des pays de l'UEMOA sur le marché des huiles alimentaires. La recherche a principalement mobilisé deux (2) instruments d'analyse. Ainsi, sous l'éclairage de la littérature économique et en se basant sur des faits stylisés, nous avons utilisé un modèle ad hoc d'intégration commerciale et les équations gravitationnelles en données de panel. Les résultats démontrent que (i) l'instauration de l'Union douanière au sein des pays de l'UEMOA n'a pas renforcé le développement des échanges intra-communautaires, (ii) il existe une contradiction entre les objectifs d'ouverture commerciale et de protection de la production communautaire et, (iii) la mise en œuvre de l'union douanière au sein des pays de l'UEMOA n'a pas permis de lutter contre le détournement du trafic. Il existe alors des incohérences entre des objectifs de la politique commerciale communautaire des pays de l'UEMOA qui compromettent l'atteinte des objectifs que la Commission de l'UEMOA sur le marché des huiles alimentaires. Dans cette perspective, trois (3) domaines nous paraissent mériter de faire à l'avenir l'objet d'une attention particulière de la part des instances nationales et régionales de décisions : il s'agit de (i) l'adoption des mesures plus protectionnistes de la production des huiles alimentaires dans les pays de l'UEMOA, (ii) de l'installation et l'opérationnalisation des structures de contrôle des normes de qualité « Codex alimentarius » et, (iii) de la promotion des Cellules de cohérence de politiques commerciales.

[7] S. Erick Abel DEDEHOUANOU, FASEG - Université d'Abomey-Calavi (UAC)

« Intégration Economique, Fréquence des Chocs et Partage International de Risque en UEMOA »

Résumé : La présente étude analyse l'effet de l'intégration économique et de la fréquence des chocs sur le partage de risque dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Cette étude analyse la portée relative du partage de risque comme alternatif aux mécanismes traditionnels d'ajustement en zone monétaire ouest africaine. En se basant sur la méthode de décomposition de la variance du taux de croissance du PIB, les résultats montrent que la répartition de risques asymétriques entre les pays de l'UEMOA est de 27,5 à 29,8%. L'épargne constitue le principal canal de partage des risques qui contribue à lisser 26,1 à 26,9% des chocs. En outre l'intégration économique modifie la distribution du degré de stabilisation des chocs entre les différents canaux de partage des risques. La fréquence des chocs dans le temps réduit la part des risques partagés dans l'union et augmente la fraction des chocs stabilisés par l'épargne.

[8] Honoré Sèwanoudé HOUNGBEDJI, FASEG (Université d'Abomey-Calavi)

« Taux de change réel d'équilibre et évolution de ses fondamentaux dans l'UEMOA »

Résumé : Cet article utilise les techniques récentes de l'économétrie en panel non stationnaire pour évaluer la relation empirique entre le taux de change réel d'équilibre et l'évolution de ses fondamentaux au sein de l'UEMOA. Pour cette fin, un taux de change réel d'équilibre a été estimé dans le cadre de l'approche du NATREX (Natural Real Exchange Rate); duquel un indicateur de son mésalignement est déduit. L'analyse porte sur les huit pays de l'UEMOA et couvre la période 1989-2013. A l'aide de l'estimateur PMG (Pooled Mean Group), l'apport original de ce papier est de montrer que la politique de change d'ancrage adoptée par les autorités monétaires de la BCEAO et aussi les changements structurels des fondamentaux de l'économie sont les sources d'une persistance du mésalignement du TCR au sein de l'UEMOA.

[9] Arsène MBA FOKWA, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Département d'Analyse et de Politiques Economiques, Université de Dschang, Cameroun

« Politique monétaire, stabilité des prix et développement de l'activité économique en zone CEMAC »

Résumé : Cet article est centré sur la difficulté que les pays en voie de développement comme ceux de la zone CEMAC ont à concilier la théorie et la réalité économique. L'objectif du présent papier est d'examiner les effets du conflit entre l'objectif de stabilité des prix et de l'emploi dans la zone CEMAC qui a retenu la lutte contre l'inflation comme un objectif économique majeur. Les données utilisées proviennent de la Banque Mondiale, dans « le livre des indicateurs mondiaux de développement » contenu dans le CD -ROM (WDI-2013), de la BEAC (Rapports d'Activité de la BEAC). Pour les périodes 1977-1994, 1995-2012 et 1977-2012. L'analyse a été faite avec un panel dynamique qui a la particularité d'avoir parmi les variables indépendantes, la variable endogène retardée d'une ou de plusieurs périodes. Les trois variables endogènes sont

le taux d'inflation, le taux de croissance et l'emploi. Chaque fois que l'on est dans l'une des trois relations testées, en plus des effets des variables monétaires, les effets des deux autres variables explicatives sont aussi appréciés. Les résultats montrent que les effets de la politique monétaire sur l'activité économique (croissance et emploi) sont mitigés car le taux de change se transmet à l'inflation, les instruments de politique monétaire n'ont pas d'effet sur l'inflation mais plutôt sur l'activité économique. L'inflation prend sa principale source dans les échanges avec l'extérieur et ne stimule pas l'activité économique. Cette activité économique est ralentie par les sources d'inflation, la croissance est négativement reliée à l'emploi. Si les causes de l'inflation cessent d'être celles des échanges avec l'extérieur, l'activité économique se portera mieux en zone CEMAC.

[10] Gilbert Onionkiton ADJIMOTI, PhD Candidate University of Ghana

"Market participation among cassava value chain actors in rural Benin"

Abstract: In developing countries, market access is one of the means that can ensure the integration of producers in the national economy. For the majority of rural people who depend mainly on agriculture for their livelihood, access to market has always been a critical point of this transformation. Literature teaches us that three broad categories of constraints that may affect access to markets. These constraints vary considerably depending on the economic systems of governance and types of crops in each region and prevent people from taking full advantage of their activities at any stage of the value chain. This is the case of the cassava value chain in the Collines region in Benin. The region is one of the main areas of production and processing of cassavas in Benin. Its importance is best appreciated through the planted area, production but also all processing activities related (INSAE, 2013). The lack of synergy between different actors is a major obstacle to the creation of opportunities and the achievement of gains. A field survey using a structured questionnaire have been used to collect data from 150 different actors of the cassava value chain in the Collines region. Data analysis have been done using descriptive statistics and a multinomial logistic regression model. The multinomial logistic regression model is used to determine the factors that influence the choice of actors to the market. The result shows us that the majority of actors (67%) are using the informal market for their products. The lack of information, communities' collective actions and infrastructure can explain this situation. We also found that physical constraints such as access to information, road and transportation influence the market participation. On the same time this constraint increase the probability to choose informal market. Processors tempt to participate more in the formal market than producers.

[11] Florent Mahoukede, KINKINGNINHOUN-MEDAGBE Agricultural Economist, Africa Rice Center (AfricaRice), Cotonou
Aliou DIAGNE, Africa Rice Center (AfricaRice), 01 B. P. 2031 Cotonou, Benin

Patrice Y. ADEGBOLA, Agricultural Policy Analysis Program (PAPA) and National Agricultural Research Institute of Benin (INRAB)

"Impact of NERICA Adoption on Productivity and Income in Benin: Is There Gender Difference"

Abstract : This paper examines the gender differential impact of NERICA adoption on rice yield and farmers' annual household income using data from 342 rice farmers from Benin. NERICA varieties have been one of the most significant advances in crop improvement in Africa. They have been developed through AfricaRice's interspecific hybridization breeding program which won their creator Monty Jones the 2004 World Food Prize. They are widely believed to offer hope for Africa's Green Revolution because of their ability to grow under multiple stresses as well as their high response rate to inorganic fertilizers and other inputs. This paper applies the counterfactual outcomes framework of modern evaluation theory to estimate the Local Average Treatment Effect (LATE) of NERICA adoption on farmers' yield and income. The evidence from the results shows that NERICA adoption has a positive and significant impact on farmers' yield and household per capita income. The impacts of NERICA adoption are not homogeneous across farmer gender and are higher for female farmers than male farmers. Women potential adopters of NERICA produce 866 kg more paddy per hectare and have an additional per capita household income of 43,715 FCFA (US\$101) compared to men potential adopters who produce 392 kg more paddy per hectare and have an additional per capita household income of 11,027 FCFA (US\$23) per capita. The findings suggest that targeting women with NERICA can increase rice productivity, total production and income significantly more than if the NERICA are targeted at men.

[12] Rico AMOUSSOUHOU, Centre du Riz pour l'Afrique (AfricaRice), Cotonou- Bénin

Aminou AROUNA, Centre du Riz pour l'Afrique (AfricaRice), Cotonou- Bénin

Aliou DIAGNE, Centre du Riz pour l'Afrique (AfricaRice), Cotonou- Bénin

« Analyse de l'efficacité économique des producteurs des semences du riz face à la problématique de la sécurité alimentaire : Cas du Bénin »

Résumé : La production rizicole est l'une des meilleures solutions pour l'atteinte de la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest. En effet, les statistiques de la dernière décennie montrent une importante augmentation de la production du riz en Afrique de l'Ouest en générale et au Bénin en particulier. Cette augmentation est liée à près de 70% à l'utilisation des semences de variétés améliorées. Cependant, l'une des contraintes majeures est la disponibilité de ces semences améliorées. Pour pallier cette situation plusieurs pays dont le Bénin ont adopté une nouvelle politique de décentralisation de la production des semences avec l'implication directe des producteurs. Ainsi, des producteurs ont été formés pour la production des semences certifiées du riz. En vue d'analyser l'efficacité et la durabilité de cette nouvelle activité, cette étude vise à estimer les efficacités technique, allocative, et économique des producteurs de semences du riz. Pour atteindre ces

objectifs, les données ont été collectées auprès d'un échantillon aléatoire de 128 producteurs de semences certifiées de riz au Sud-Bénin. Les modèles de régressions frontières stochastiques de la fonction de production et de la fonction de coût ainsi que le modèle de régression Bootstrap Tobit ont été utilisés pour estimer les efficacités. Les résultats montrent que la moyenne des indices d'efficacité technique, allocative, et économique sont respectivement de 0,72 ; 0,83 et de 0,62. Cette étude suggère que les contrôles de qualité soient accompagnés par un appui technique, et des formations périodiques de renforcement de capacités pour permettre aux producteurs de semences certifiées du riz d'améliorer leur productivité, tout en produisant des semences de bonne qualité et à la hauteur de la demande. Ceci participerait énormément à garantir une production croissante du riz et par conséquent à contribuer à la sécurité alimentaire.

[13] Laciné BAYOKO, Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement (BNETD)

« Impact de l'aide publique au développement sur la croissance et l'épargne domestique des pays membres de la zone UEMOA »

Résumé : L'objet de ce papier est de tester l'une des recommandations de la conférence de Monterrey; Celle-ci recommande que l'aide publique au développement soit complétée par l'épargne domestique, les investissements directs étrangers (ide) et l'aide privée au développement; A partir des données provenant de la Banque mondiale (2012), de l'OCDE (2012), sur la période 1970 - 2012 et à l'aide de la méthode de Pesaran et al (2001), nous parvenons aux résultats qu'à court terme, l'aide totale nette impacte positivement la croissance au Bénin, au Niger et au Togo. A long terme, l'aide totale nette a un effet négatif sur la croissance du Bénin et du Niger. L'approche de Toda Yamamoto (1995) montre par ailleurs que l'aide cause la croissance au Sénégal par le biais de l'épargne domestique et directement la croissance au Niger; Les résultats obtenus indiquent que cette recommandation de Monterrey nécessite l'implication des pouvoirs publics en vue de l'efficacité de l'aide publique au développement conjointement utilisées avec les ressources recommandées.

[14] Chryost BANGAKE, Laboratoire EQUIPPE, Lille 1 et LEO (Université d'Orléans)

Jude EGGOH, FASEG (Université d'Abomey-Calavi), GRANEM (Université d'Angers), LEO (Université d'Orléans)

« A Re-examination of the Financial Development-Growth Nexus in Presence of Structural Breaks: The African Countries Experience »

Abstract: The aim of this paper is to provide new empirical evidence on the relationship between financial development and economic growth for 32 African countries over the period from 1970 to 2009, using recently developed panel cointegration and causality tests. The countries are divided into two groups: civil law and common law countries. We show that there exists a long-run equilibrium relationship between financial development, economic growth, and auxiliaries' variable in African countries. This result is robust to possible cross-country dependence and still holds when allowing for multiple endogenous structural breaks, which can differ among countries. Furthermore, our study confirms previous results of bidirectional causality between financial development and economic growth. Finally, there is a marked difference in the cointegration relationship when country groups are considered.

[15] Lemrabott Sidi MAHMOUD OULD ELHOUSSEIN, Laboratoire d'Analyse et de Recherches Economiques de Saint Louis (LARES) – Université Gaston Berger –Saint Louis, Sénégal

« Chocs d'instabilité politique et Croissance économique: Une analyse en termes d'approche vectorielle autorégressive non-linéaire (LSTVAR) »

Résumé : Dans cet article nous définissons la notion de choc d'instabilité politique sur la base de laquelle un indice synthétique d'instabilité est établi à l'aide de l'Analyse en composante principale (ACP). Nous justifions également, l'utilisation des modèles vectoriels autorégressifs à transmission lisse logistique (LSTVAR) et de la fonction de réponses impulsionnelles généralisée (GIRF) pour analyser l'impact des chocs d'instabilité sur la croissance économique. Les résultats de cette analyse après l'application d'une telle démarche sur trois pays africains (Burundi, Mauritanie et Tchad) considérés comme les plus instables, sont l'impact négatif des chocs d'instabilité sur la croissance et leur asymétrie et l'identification des déterminants de la croissance les plus vulnérables à de tels chocs dans ces économies.

[16] Fabrice CODJO, FASEG - Université d'Abomey –Calavi (UAC)

« Analyse de la contribution des chocs agricoles et monétaires aux fluctuations des prix »

Résumé : Cet article analyse l'impact des chocs agricoles et monétaires sur les fluctuations des prix. D'abord, il retrace les différentes études menées sur le sujet de l'inflation et des prix dans différentes régions de l'Afrique. Ensuite, il s'intéresse au cas du Bénin en estimant un modèle vectoriel à correction d'erreur (VECM). Les fonctions de réponses impulsionnelles et la décomposition de la variance sont générées. Il en ressort que les chocs agricoles ont un impact plus important sur l'indice harmonisé des prix que les chocs sur la masse monétaires ne l'ont. De même, les prix passés sont la plus grande source de la variance des prix juste devant l'inflation importée mesuré par le taux de change.

[17] Malick Paul NDIAYE, Centre d'Etudes et de Recherches sur le Développement International (CERDI, Université d'Auvergne) Clermont Ferrand 1 (France) et à l'Université Gaston BERGER de Saint- Louis du Sénégal

« Prévention du risque de défaillance des banques de l'UEMOA : impact des fonds propres sur le risque de défaillance »

Résumé : Dans cet article nous avons étudié la relation existante entre la probabilité de défaillance des banques dans la zone UEMOA et des variables micro et macroéconomiques en tenant compte de la spécificité des banques et du pays dans lequel elles évoluent. Dans les huit pays de la zone, nous avons retenu un échantillon de 98 banques sur la période 2001-2011. Ensuite nous avons scindé l'échantillon pour ne considérer que les banques de grande taille. Le z-score de Roy (1952) a été utilisé pour mesurer la probabilité de faillite d'une banque. Les principaux résultats obtenus en utilisant la Méthode des Moments Généralisés en panel dynamique montrent que les fonds propres pris au sens de Bâle diminuent le risque de faillite des banques de la zone aussi bien de l'échantillon pris dans sa globalité que des banques de grande taille. Par contre l'apport en capital diminue la probabilité de défaillance des banques dans l'échantillonnage, mais augmente le risque de faillite des grandes banques.

[18] **Mansoum NDIAYE**, Laboratoire de Recherche en Economie à Saint-Louis (LARES) de l'Université Gaston BERGER de Saint-Louis

Mouhamadou FALL, Laboratoire de Recherche en Economie à Saint-Louis (LARES) de l'Université Gaston BERGER de Saint-Louis

« *Les déterminants de la situation économique et financière des établissements publics de santé au Sénégal* »

Résumé : Cet article propose une analyse de la situation économique et financière des établissements publics de santé du Sénégal, et par là, cherche à identifier les facteurs déterminants du déficit d'exploitation de ces établissements. Des données à deux dimensions (hôpital-année) ont permis d'intégrer des facteurs structurels (liés aux activités des hôpitaux et aux facteurs de production) pour prendre en compte l'hétérogénéité des situations économiques et financières des hôpitaux publics. On dispose d'un échantillon d'établissements publics de santé présents sur la période de 2007 à 2011. Les résultats obtenus, à l'aide de l'estimateur des LSDVC en panel dynamique, mettent en évidence l'influence significative de l'enveloppe globale et des facteurs organisationnels qui sont le taux d'occupation des lits, la durée moyenne de séjour et l'indice de rotation des lits, sur le déficit d'exploitation des établissements publics de santé.

[19] **Blaise GNIMASSOUN**, EconomiX - CNRS, University of Paris Ouest, France

« *The importance of the exchange rate regime in limiting current account imbalances in sub-Saharan African countries* »

Abstract: One of the major current concerns of economic policy in developing countries is the choice of the appropriate exchange rate regime to consolidate and accelerate the pace of economic growth. This paper aims to investigate whether the choice of a country's exchange rate regime may affect current account imbalances for sub-Saharan African economies. To this end, we first use Bayesian model averaging (BMA) to address concerns about model uncertainty and identify the key determinants (fundamentals) of external balances. Then, estimating current account imbalances over the 1980-2012 period, we show that flexible exchange rate regimes are more effective in preventing such disequilibria. Consequently, candidates for membership of monetary unions should discuss widely the possible adjustment mechanisms before forming such unions; one potential measure being the sharing of external risks at regional level.

[20] **Grégory Mvogo**, Université de Yaoundé II Soa, Cameroun

« *Effet de l'innovation financière sur la stabilité de la demande de monnaie au Cameroun : une approche par le modèle ARDL* »

Résumé : Cet article évalue la relation entre la demande de monnaie et l'innovation financière au Cameroun sur la période 1990 :1 à 2013 :4 en utilisant l'approche ARDL combinée avec les tests de CUSUM et CUSUMQ. Les résultats montrent qu'il existe une relation de long terme entre le PIB, l'inflation, le taux d'intérêt et l'innovation financière. Les résultats révèlent aussi que l'innovation financière affecte positivement et non significativement la demande de monnaie tant à long terme qu'à court terme mais l'élasticité de court terme est supérieure à l'élasticité de long terme. De plus la relation de cointégration est quelque peu stable avec le test de CUSUM mais pas avec le test de CUSUMQ.

[21] **Denise Gisèle MEGNIGANG**, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Université de Yaoundé II-Soa et Laboratoire d'Analyse et de Recherche en Economie Mathématique (LAREM)

« *Taux de change et compétitivité extérieure de l'économie : le cas du Cameroun* »

Résumé : Le Cameroun enregistre depuis le début des années 2000 une détérioration de sa balance commerciale et une appréciation de sa monnaie vis-à-vis du dollar américain. Ceci nous a amené à évaluer l'impact des variations du taux de change sur la compétitivité extérieure de l'économie, mesurée par les exportations. Pour ce faire, nous avons utilisé les données annuelles provenant de la base de données de la Banque Mondiale pour la période 1980-2012. Les résultats d'estimation du Modèle à Correction d'Erreur montrent que le taux de change n'explique pas les exportations du Cameroun. Cependant les exportations sont très sensibles aux variations du degré d'ouverture commerciale et de la demande étrangère. Par conséquent, les faibles performances d'exportation du pays ne doivent pas être mises sur le compte du FCFA, ancré sur l'Euro. L'amélioration de la compétitivité extérieure du pays passerait donc par la mise en place des réformes structurelles pouvant permettre d'améliorer l'offre des produits d'exportations.

[22] Paulin Mendo, ISSEA; Mbollo Steve Williams, ISSEA
« *Estimation d'une fonction de demande de monnaie au Cameroun* »

Sans résumé

[23] Arsène Juste AGOSSADOU, Faculté des Sciences Agronomiques / Université d'Abomey-Calavi
Rose FIAMOHE, Centre du Riz pour l'Afrique (AfricaRice), 01 BP 2031 Cotonou, Bénin
Aliou DIAGNE, Centre du Riz pour l'Afrique (AfricaRice), 01 BP 2031 Cotonou, Bénin
Gauthier BIAOU, Faculté des Sciences Agronomiques / Université d'Abomey-Calavi, 01 BP 526 Cotonou, Bénin
« *Impact du Tarif Extérieur Commun (TEC) sur l'offre, la demande du riz et sur le revenu des producteurs au Bénin* »
Résumé : Depuis 2000, les pays de l'UEMOA ont adopté un Tarif Extérieur Commun (TEC) taxant les importations du riz à 10%. Ce taux a été considéré par le Nigéria et le ROPPA comme étant une structure tarifaire trop libérale et plaident pour un relèvement de ce taux. La présente étude vise à quantifier les impacts économiques d'un relèvement du droit de douane sur l'offre du riz local, la demande de riz et sur le revenu des producteurs au Bénin. Les simulations effectuées à l'aide d'un modèle d'équilibre partiel statique et non spatial ont montré que le relèvement du droit de douane à 20%, 35% ou 50% pourrait entraîner un léger accroissement de l'offre du riz local mais une diminution plus accentuée de la demande du riz et un gain non moins négligeable pour les producteurs.

[24] Annick ATACOLODJOU, Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest (UCAO)
Patrice ADEGBOLA, Programme Analyse des Politiques Agricoles (PAPA), Centre de Recherches Agricoles à Vocation nationale d'Agonkanmey (CRA-A)
Jacques ZINSOU, Ministère des finances du Bénin
Jourdain LOKOSSOU, Université d'Abomey-Calavi (UAC)
Esaïe AMAVI, Programme Analyse des Politiques Agricoles (PAPA)
Jonas HOUNMENO, Université d'Abomey-Calavi (UAC)
« *Evaluation ex-ante de l'impact de l'adoption du *Pachyrhizus Erosus* sur le revenu et l'état nutritionnel des producteurs de la commune de Ouèssè* »
Résumé : L'agriculture constitue la principale source de création des richesses économiques nationales. Malgré cette potentialité, elle demeure un secteur sous-développé car la plupart des sols cultivables ne sont plus fertiles et nombreuses exploitations agricoles sont familiales. Elles sont caractérisées par des revenus très faibles qui ne leur permettent pas de subvenir à leurs besoins vitaux. De ce fait elles sont soumises à la faim et la malnutrition. Alors pour atténuer un temps soit peu ces effets, la présente étude se propose d'évaluer l'impact ex-ante de l'adoption d'une légumineuse du nom du *Pachyrhizus Erosus* sur le revenu et l'état nutritionnel des exploitations agricoles de Gbanlin un village de la commune de Ouèssè. Les données utilisées dans le cadre de cette étude ont été collectées à partir d'un suivi rapproché sur 12 mois auprès des exploitations agricoles. L'approche d'analyse adoptée, est celle du modèle de comportement des ménages agricoles. Il s'agit de la programmation linéaire déterministe. Elle a l'avantage de tenir compte des interactions entre les différentes activités de l'exploitation agricole. Cette méthode, a été combinée à l'analyse descriptive.

[25] Florent M. KINKINGNINHOUN-MEDAGBE, Africa Rice Center, Cotonou, Bénin
Aliou DIAGNE, Africa Rice Center: Cotonou, Bénin
Gauthier BIAOU, Faculté des Sciences Agronomique - Université d'Abomey-Calavi,
« *Impact of use of credit in rice farming on rice productivity and income in Benin* »
Abstract: This paper aims to assess the impact of the use of credit in rice farming on productivity and income in Benin. It applies the potential outcomes framework to data collected from 342 rice farmers in Benin to estimate the Local Average Treatment Effect (LATE). The findings show that the use of credit in rice farming has a positive and significant impact on farmers' rice yield, rice output, rice income, per capita rice income, annual household income and per capita annual household income. Access to credit allowed users of credit in rice farming to improve their inputs utilization (rice land, fertilizer and labor) in order to increase not only their yields and rice output, but also their rice income and their households' annual income. Therefore, facilitating access of rice farmers to agricultural credit is a good strategy for supporting rice sector development, and therefore contributing to food security and poverty alleviation in Benin. However, the impact was not homogeneous among farmers in the population. For all the impact indicators (yield, output, rice income and annual household income), the impact was higher for female potential users of credit than their male counterparts. Therefore, it is important to control for heterogeneity in impact assessment studies in order to appreciate the real effect of interventions on different social categories in the target population for targeted actions.

[26] Victorin A. HOUNDEKON, Université d'Abomey Calavi (UAC)
« *Analyse comparative des systèmes de production du coton biologique et du coton conventionnel au Bénin* »
Résumé : Cet article fait une analyse économique de deux systèmes de production du coton au Bénin à savoir le coton biologique et le coton conventionnel. Pour ce faire une brève description des caractéristiques technico-économiques de chacun des deux types de cultures a été présentée. En utilisant les données collectées lors d'une enquête au niveau de 90 exploitations cotonnières (dont 49 au niveau du coton conventionnel et 31 au niveau du coton biologique) des zones de

production et les données secondaires collectées au niveau des services d'Etat, des budgets de culture du coton ont été établis. Les outils d'analyse se résument en des tableaux statistiques, des ratio de rentabilité (marges brute et nette), des ratio coût-bénéfices et des tests statistiques de comparaison de deux moyennes (coton biologique et coton conventionnel). Enfin l'article en déduit des implications de stratégies de développement durable du coton dans la zone d'étude.

[27] Gérard TCHOUASSI, Department of Economics, Faculty of Economics and Management, University of Yaoundé II, Yaoundé, Cameroon

“Do Economic Reforms Spur Bancarisation Rate in the CEMAC Region? Empirical Analysis”

Abstract: The aim of this paper is to empirically analyze the effect of the economic reforms on the bancarisation rate in the Central Africa Economic and Monetary Community (CEMAC). Data of six countries from the sub-region from 2001 to 2011 was used in a generalized method of moment (GMM) modeling framework. The following results are obtained: Financial liberalization has facilitated the opening of bank accounts. The opening of bank accounts demand is an increasing function of Gross Domestic Product per capita. The literacy rate contributes to the improvement of financial and banking services. Public and private infrastructures promote decentralization and delocalization of the banking network to smaller cities and rural areas. Institutional reforms work best for increasing the bancarisation rate where financial and banking activities are weak. So, the economic policy to be implemented is to continue the economic and financial reforms and ameliorate the quality of the institutions in the CEMAC region.

[28] Mathieu Gbémèho TRINNOU, Centre d'Etudes, de Formation et de Recherches en Développement (CEFRED), Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FASEG)

« Implémentation du 'stress-test' macro-prudentiel du risque de crédit bancaire dans l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) »

Résumé : Cet article implémente le « stress-test » macro-prudentiel du risque de crédit du secteur bancaire de la zone UEMOA. Pour cela, nous avons simulé des scénarios macroéconomiques à partir d'un modèle Vectoriel AutoRegressif (VAR), en faisant référence aux expériences de crise bancaire vécue par les pays de l'UEMOA dans les années 1980-1990. D'une part, les scénarios ont été simulés sur le taux de croissance du PIB réel et sur le taux de change réel individuellement et d'autre part, sur les deux variables de façon mixte. Les résultats du stress-test révèlent que le secteur bancaire est résistant aux chocs macroéconomiques sévères. En effet, à la suite des chocs, le ratio d'adéquation au capital (CAR) des banques reste toujours supérieur au 8% minimum exigé bien qu'il baisse remarquablement. Ce résultat montre que les banques de l'UEMOA ne sont pas « myopes au désastre ». Elles se constituent des fonds propres de sécurité pour couvrir leurs expositions au risque de manière à ce que leur ratio d'adéquation au capital ne descende pas en dessous des 8% exigés.

[29] Marius GUEZO, CEFRED, Université d'Abomey-Calavi (UAC), Bénin

« Comportements d'offre des banques à travers les dynamiques macroéconomiques: une mise en évidence empirique du rôle des caractéristiques des banques dans l'espace UEMOA »

Résumé : L'ampleur des effets des fluctuations sur le marché de crédit sur les économies du monde et sur les institutions bancaires, explique le développement d'une abondante littérature sur la question de sa stabilité. Sa prise en compte dans la littérature, montre que ce dernier joue un rôle important dans le financement des activités économiques et dans la stabilité des institutions financières. Sa cyclicité a donc des conséquences néfastes pour l'économie dans sa globalité. Premièrement, elle occasionne les fluctuations de l'économie et rend difficile l'utilisation de la politique monétaire pour stabiliser l'économie. Deuxième, la cyclicité du crédit bancaire est souvent responsable des défaillances bancaire puisque une montée du cycle de crédit au-delà des normes requises provoque une montée des créances douteuses. Si l'impact négatif des fluctuations sur le marché de crédit est étudié depuis plusieurs années, cela montre qu'il joue un rôle important dans la stabilité des institutions bancaires et sur les activités économiques. Puisque le cycle de crédit bancaire a des conséquences néfastes pour l'économie, il est important d'identifier les facteurs qui l'expliquent afin de le pouvoir le stabiliser. Parmi les facteurs responsables de la fluctuation sur le marché de crédit, l'on retrouve dans la littérature les facteurs macroéconomiques. Ces derniers sont scindés en deux: il s'agit des indicateurs de l'activité économique et des variables de la politique monétaire. Parlant des variables de la politique monétaire, la Banque Centrale applique sa politique (expansionniste ou restrictive) et une augmentation ou une diminution des taux d'intérêts en découle. Dans ce cas, la politique monétaire peut être un facteur de la cyclicité du crédit bancaire. Cependant, dans les pays en développement, la variation du taux du marché monétaire, outil de la politique monétaire par la Banque Centrale, permet de retirer ou d'injecter de la liquidité à volonté. Si cette politique stabilise l'activité économique, alors réduit elle le cycle de crédit bancaire dans les pays en développement ? Pour répondre à cette question, nous considérons le cas des pays de l'UEMOA où le taux du marché monétaire constitue une source importante d'injection ou de retrait de liquidité à l'économie. Les résultats empiriques à travers le modèle utilisé par Kanga D. (2013) estimé par la méthode GMM en panel dynamique, montrent que les variables macroéconomiques telles que le taux de croissance économique, l'inflation, les mouvements de capitaux et l'ouverture de l'économie sont responsables des fluctuations sur le marché de crédit bancaire donc expliquent le changement de comportement des banques sur le marché de crédit. Mais la politique de la Banque Centrale de l'Union a de difficultés à stabiliser ces fluctuations sur ce marché car son utilisation est contrainte par les caractéristiques des banques. Les caractéristiques des banques, limitent les vitesses d'ajustement des conditions des banques à une modification de

l'instrument monétaire. Ces résultats sont retrouvés par l'estimation du modèle utilisé par Blot et Labondance (2013) par les méthodologies DOLS et PMG. Ainsi, en fonction de leurs caractéristiques, les banques s'ajustent différemment à une modification de l'outil monétaire. L'implication des résultats de cette étude pour les pays de l'UEMOA, c'est que la Banque Centrale ne peut pas utiliser à volonté son instrument pour injecter ou retirer la liquidité afin de stabiliser le niveau de l'activité économique. Des actions doivent donc être entreprises en vue d'inciter les banques à réagir à une modification de l'instrument monétaire afin de faire participer pleinement les banques au financement de l'activité économique. L'une des principales contributions de cette étude à la littérature, c'est qu'elle montre qu'au-delà des fluctuations du crédit bancaire, la politique monétaire affecte différemment les banques et que la Banque Centrale a des difficultés pour agir sur le crédit bancaire car contrainte par les caractéristiques des banques.

[30] Jean-Marie Fowagap GANKOU, Laboratoire d'Analyses et de Recherche en Economie Mathématique (LAREM), Université de Yaoundé II-Soa

Syrie Galex SOH, Laboratoire d'Analyses et de Recherche en Economie Mathématique (LAREM), Université de Yaoundé II-Soa

A Ekoula Herve William MOUGNOL, Laboratoire d'Analyses et de Recherche en Economie Mathématique (LAREM), Université de Yaoundé II-Soa

« *Variation des échanges commerciaux et consommation des ménages au Cameroun : analyse par un MEGC* »

Résumé : L'objectif principal de cette étude est de quantifier les implications d'une variation des échanges commerciaux du Cameroun sur le bien être monétaire de ses ménages. De façon spécifique, il s'agit d'évaluer suite à un choc sur le prix mondial du pétrole les implications d'une hausse ou d'une baisse des exportations/importations du Cameroun vers ses partenaires commerciaux sur la consommation des ménages au Cameroun à travers les modèles d'équilibre général calculable statique. Les résultats de cette étude nous permettent de montrer l'intérêt pour le Cameroun de renforcer sa coopération/échanges et d'accélérer le processus d'intégration régionale au sein de la CEMAC. Car la variation bien-être monétaire est de (-96.85%) pour les ménages urbains et de (-98.97%) ; la variation des exportations agricoles est de (-73.38%), celle des exportations industrielles est de (-102.24%) et enfin celle des importations industrielles qui est de (-82.67%). Ainsi, le Cameroun doit augmenter les exportations agricoles, industrielles, et les importations industrielles. Il doit entre autres limiter les importations agricoles car elles varient positivement (371.04%) contrairement au bien-être des ménages.

[31] Oumar SORY, Institut de Recherche Empirique en Economie Politique (IREEP)

« *Commerce et Investissements directs étrangers dans un contexte de régionalisation : Cas de l'UEMOA* »

Résumé : Au lendemain de la création de l'UEMOA les pays membres ont entrepris de vastes programmes de réformes économiques. Concernant le secteur du commerce ces réformes vont de la réduction des taxes douanières sur les échanges intra-communautaires à l'instauration du tarif extérieur commun qui est théoriquement entré en vigueur le 1er janvier 2000 .Quelle relation existe entre le commerce et l'IDE au sein de l'UEMOA dans ce contexte d'adoption des réformes économiques? Nous tentons à travers cette étude de répondre à cette interrogation. A partir d'un modèle de gravité dynamique estimé par la Méthode des Moments Généralisés (GMM) en système pour les périodes 1995-2002 et 2003-2010 sur un échantillon de sept pays importateurs et dix-neuf pays partenaires, nous montrons que le commerce et l'IDE se complètent pour la période 2003-2010. Cependant nous ne trouvons aucune relation significative entre ces deux grandeurs pour ce qui concerne la période 1995-2002. L'étude montre par ailleurs que ces réformes ont eu des effets positifs et significatifs sur les échanges commerciaux bilatéraux au sein de la zone à partir des années 2003, principalement en termes de création des importations.

[32] Jules René MINKOUA NZIE, Université de Yaoundé II-Soa, Cameroun

« *Les économies des pays de la zone CEMAC face aux fluctuations des marchés internationaux : une tentative d'analyse de leur résilience* »

Résumé : La présente communication a pour objectif d'analyser la résilience des pays de la zone CEMAC sur l'hypothèse des chocs communs, à l'instar de la dévaluation du franc CFA en 1994 et la crise financière de 2008. De manière spécifique, il s'agira de mesurer cette résilience économique, définie ici comme la capacité à maintenir son potentiel de développement économique, en dépit du choc d'une part, et d'évaluer l'impact de certaines variables structurelles et conjoncturelles. La méthodologie adoptée repose sur une modélisation dynamique en données de panel. Les écarts de production sont mesurés uniquement par l'approche statistique. Les données proviennent essentiellement de la BEAC. Les résultats indiquent globalement une persistance relativement faible des chocs avec un impact initial assez élevé. La plupart des variables retenues ont eu des effets significatifs persistants et amplifiants avec la crise financière.

[33] Jean Joël AMBAGNA, ISSEA Cameroun

Jacques Simon SONG, FSEG Université de Yaoundé II-Soa

« *Le rôle des institutions dans l'amélioration de la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne* »

Résumé : Nous montrons dans cet article que de « bonnes institutions » peuvent permettre d'améliorer la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne (ASS). A partir d'un modèle de panel dynamique estimé par la méthode des moments

généralisés en différence sur 42 pays d'ASS grâce aux données de la FAO et du WGI (Worldwide Government Indicators) sur la période biennale allant de 1996 à 2012, nous retenons 5 indicateurs institutionnels : l'indice de stabilité politique, l'indice d'implication du gouvernement, l'indice de qualité de la régulation, l'indice de contrôle de la corruption et l'indice de la règle de loi. Nous établissons qu'une amélioration d'un point des 3 premiers indicateurs permet de réduire le taux de sous-alimentation respectivement de 1,65 ; 1,23 et 2,54 points. Par ailleurs l'indice de contrôle de la corruption est sans effet sur la sécurité alimentaire alors que l'indice de règle de loi détériore la sécurité alimentaire. L'explication de ce dernier résultat se trouve dans les modes d'organisation et de fonctionnement des filières agro-alimentaires en ASS. Au-delà des déterminants économiques, le rôle des institutions mérite d'être pris en compte dans l'amélioration de la sécurité alimentaire en ASS même à court terme.

[34] Ameth Saloum NDIAYE, Département d'Economie & CREA, Université de Dakar, Sénégal

« Le rôle des institutions dans la performance des recettes fiscales: Une évidence empirique dans les pays de l'UEMOA »

Résumé : Les pays de l'UEMOA ont enregistré des déficits budgétaires persistants et une sur-dépendance vis-à-vis des sources extérieures de financement sur la période 1970-2011, montrant l'importance de la question de la mobilisation des ressources domestiques dans cette zone. Dans cette période, le ratio des recettes fiscales au PIB est trouvé non seulement volatile mais aussi faible dans ces pays qui sont ainsi confrontés à des difficultés persistantes de respecter le critère de convergence lié à un ratio des recettes fiscales au PIB supérieur à 17% annuellement. Au même moment, la qualité des institutions se détériore dans cette zone. En utilisant une analyse économétrique, cet article trouve que la faible qualité des institutions dans l'UEMOA a contribué à réduire significativement la performance dans la mobilisation des recettes fiscales dans cette zone. Les institutions ont ainsi joué un rôle important dans la persistante difficulté des pays de l'UEMOA à respecter le critère de convergence lié à la performance des recettes fiscales. L'implication-clé de ces résultats est que de fortes institutions sont cruciales pour une plus grande performance dans la mobilisation des recettes fiscales. Le renforcement de la qualité des institutions peut aider les pays de l'UEMOA à allouer plus efficacement les recettes fiscales vers le financement de l'investissement domestique.

[35] Fanougbo AVOCE VIAGANNOU, Ecole Nationale d'Economie Appliquée et de Management

« Analyse des déterminants de la perception du bien « trottoir » à Cotonou »

Résumé : Le présent papier a pour objectif d'analyser les déterminants de la perception du bien « trottoir » comme un bien public à Cotonou. En réalité, certains agents économiques adoptent un comportement vis-à-vis de ce bien qui porte à croire qu'il n'est pas public. A l'aide d'un échantillon aléatoire de 373 agents exerçant aux abords des trottoirs, les données collectées sont analysées à partir d'un modèle logit multinomial. De l'analyse des résultats, il ressort que les populations concernées ont reconnu le trottoir comme un bien public. De plus, les principaux déterminants de cette perception sont : (i) le niveau d'instruction des agents, (ii) le paiement de frais d'occupation d'espace et (iii) le fait de partager l'usage du trottoir avec les piétons. Le troisième déterminant montre que la non-exclusion n'est pas totale et le trottoir n'est pas un bien public pur. Pour que le trottoir soit un bien public pur, un modèle de gestion optimale de ce bien particulier mérite d'être développé.

[36] Aliou DIAGNE, Program leader, Policy, Innovation Systems and Impact Assessment, Africa Rice Center, 01 B. P. 2031 Cotonou

Papa Abdoulaye SECK, Agricultural Economist, Senegal's minister of agriculture and rural equipment former AfricaRice's Director

Florent M. KINKINGNINHOUN MEDAGBE, Agricultural Economist, Research Assistant, Africa Rice Center (AfricaRice), 01 BP 2031 Cotonou, Benin

Didier ALIA, Department of Agricultural Economics, University of Kentucky, Lexington, KY, USA

Eyram AMOVIN-ASSAGBA, Economiste Statisticien, Assistant de recherche, Africa Rice Center (AfricaRice), 01 BP 2031 Cotonou, Benin

« Adoption des variétés améliorées de riz en Afrique : une analyse des facteurs déterminants et de leur importance relative par environnement de culture »

Résumé : Cet article estime les taux d'adoption actuels et potentiels et les superficies actuelles des variétés améliorées du riz et des NERICA en Afrique. Il analyse également les facteurs déterminants de l'adoption VA. Les données utilisées sont issues des enquêtes représentatives au plan national conduites en 2009 dans 18 pays africains. Les résultats donnent un taux actuel d'adoption de 60,8 % pour les variétés améliorées en général et de 15,8 % pour les NERICA. Les taux potentiels estimés sont relativement plus élevés dans tous les pays et pour tous les environnements de culture montrant que des efforts supplémentaires de dissémination et de facilitation d'accès aux semences restent encore à faire pour accroître les taux d'adoption et les superficies emblavées en VA en Afrique. La superficie totale actuelle des variétés améliorées est de 3 288 960 ha (soit 40,9 % des superficies totales) et celle des NERICA est de 645 890 ha (soit 8 % des superficies totales). La superficie totale cultivée en riz dans tous les pays est de 8 044 390 ha. En outre, le sexe du chef de ménage, son niveau d'instruction, sa durée de résidence dans le village, le nombre de variétés connues, l'existence des contraintes biotiques et abiotiques, la résistance de la variété aux maladies et son cycle court sont les principaux facteurs déterminants de l'adoption des VA en Afrique.

[37] Blaise Waly BASSE, Laboratoire de Recherche en Economie de Saint-Louis (LARES), Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Université Gaston Berger (UGB)

« Impact de l'adoption des variétés améliorées de riz SAHEL sur la pauvreté au Sénégal : approche de l'effet marginal du traitement (EMT) »

Résumé : Ce papier examine l'effet de l'adoption de technologies agricoles sur la pauvreté en mettant l'accent sur les variétés améliorées de riz SAHEL, un groupe de variétés développées et introduites par le Centre du Riz pour l'Afrique en 1994/1995 en collaboration avec l'ISRA et les structures d'encadrement et de développement (SAED, DRDR, etc.). Ce travail s'est focalisé, sur 1451 riziculteurs sénégalais en privilégiant l'approche en termes du marginal treatment effect (MTE) pour évaluer de façon consistante l'impact de l'adoption des variétés SAHEL sur la pauvreté. Les résultats indiquent que l'adoption des variétés SAHEL a un impact positif et significatif sur l'intensité et la profondeur de la pauvreté.

[38] Cocou J. AMEGNAGLO, Department of Agricultural Economics and Agribusiness, University of Ghana, Legon, Ghana

Yves Y. SOGLO, Faculty of Economics and Management Sciences, University of Abomey-Calavi, Benin

Armand F. AKPA, Faculty of Economics and Management Sciences, University of Abomey-Calavi, Benin.

Gaël d'OLIVEIRA, Faculty of Economics and Management Sciences, University of Abomey-Calavi, Benin.

“Determinants of Graduate Students' Participation in Agricultural Value chain in Benin”

Abstract: Agriculture employs 70% of the active population but contributes only 32.6% of GDP formation (GoB, 2009), due to low productivity. The low adoption of technological innovations and climate change account for the low productivity and growth of the Beninese agriculture. Several empirical studies have recommended the adoption of technology as an adaptation for climate change, although the level of technology adoption is determined by age. Analysts estimate that only 33% of youth, that is persons between ages 15 and 35 years which account for 30% of Benin's population, are employed against 72.5% adults (RGPH-INSAE, 2002). Youth in agriculture can be the solution for the country's employment problems. This study analyses the factors that may influence youth' participation in agriculture. A total of 180 students were sampled. Majority of graduate students have a good perception of agriculture, they believe that the sector can solve youth' unemployment and are willing to work in this sector, especially in livestock sub-sector. However, access to land, credit, experience and enhanced knowledge in farming and low agricultural mechanization are the main difficulties that hinder the youth desire for a career in agriculture. Also, the presence of a relative in rural areas seems to encourage the choice of agricultural work by youth.

[39] Dramane ABDOULAYE - Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Savé – Université de Parakou – Bénin

« Démocratie et croissance économique dans les pays de l'UEMOA : quels liens? »

Résumé : Cet article est consacré à l'examen de la relation entre la démocratie et la croissance dans les pays de l'UEMOA. Ainsi à l'aide d'une méthode d'analyse économétrique sur données de panel, il a été établi un système d'équations simultanées estimé par la technique des triples moindres carrés sur un panel de sept pays sur la période 1975 - 2008. L'analyse a permis d'établir qu'il existe bien une relation ambivalente entre la démocratie et la croissance dans les pays de l'UEMOA. En effet, les résultats révèlent que la démocratie exerce des effets positifs sur la croissance et vice versa. Il ressort également de nos investigations que les investissements expliquent positivement et significativement le taux de croissance du produit intérieur brut réel dans l'espace UEMOA. En revanche, la variable dépense publique a un effet négatif et significatif sur les indicateurs de performances économiques. Ce qui confirme la thèse des dépenses publiques improductives dans l'Union.

[40] Jérôme OUEDRAOGO, Ingénieur Statisticien Economiste, CEA/BSR-AO

« Dette extérieure et qualité des institutions, impact sur la croissance économique: cas de l'UEMOA »

Résumé : Cette étude a permis d'examiner l'impact de la dette extérieure et la qualité des institutions sur la croissance économique de l'UEMOA. Elle utilise les données de séries chronologiques sur la période 1985-2010 et repose sur une modélisation en données de panel. Les résultats empiriques révèlent une relation de long terme entre la croissance, la dette extérieure et la qualité des institutions. Ils montrent que la dette extérieure a des effets non linéaires et significatifs sur la croissance économique et indiquent une accumulation de la dette extérieure constitue un effet d'obstacle pour la croissance économique de l'UEMOA. Il a été également constaté que la qualité des institutions favorise la croissance économique dans l'Union. Par conséquent, une amélioration de la qualité des institutions par la lutte contre la corruption, la stabilité du gouvernement, la réduction de l'influence militaire en politique ont été suggéré en vue d'une croissance plus élevée dans l'Union.

[41] Dagbégnon Marc Luc AKPLOGAN, Statistician Economist Engineer - Cotonou, Benin

“Manufacturing sector, natural resources and growth in Africa: A dynamic panel approach”

ABSTRACT: The objective of this paper is to establish the relationship between manufacturing and growth in African countries taking into account their natural resource endowments. To do this, we estimate models using dynamic panel data from 40 African countries. We note that the concentration of exports in manufactured goods has a positive impact on growth if and only if the value of the share of minerals and fuels in total exports is less than a certain critical value. We identify 37 countries where the share of manufactures in exports increases the per capita product (natres1 <50%) and 13 countries where this relationship is not significant (natres>= 50%). The growth of manufacturing value added has a positive and

significant impact on the growth of GDP per capita. The high share of exports in natural as well as rents of resources has significant adverse effects on growth. The added value of the agricultural sector is still low, with a significant negative effect on growth. Moreover, education, infrastructure investment and trade openness for manufactured goods have positive and significant effects on the level of output per capita in Africa.

[42] Charlemagne Babatoundé IGUE, FASEG / Université d'Abomey-Calavi (BENIN)

« Aide Publique au Développement, Dépenses Sociales et Croissance Pro-pauvre au Bénin »

Résumé : L'Aide Publique au Développement constitue un des moyens efficaces par lequel le Bénin entreprend sa marche vers le développement. Cette étude examine son aptitude à favoriser la contribution de la croissance à l'amélioration du bien-être. Nous avons postulé qu'une partie de cet effet est directe et l'autre indirecte via les dépenses sociales. Nous avons utilisé l'IDH comme mesure de bien-être. Nos données couvrent la période 1976-2006. Nos résultats soutiennent que l'aide est associée positivement aux dépenses sociales. A travers celles-ci, l'aide induit une croissance pro-pauvre. A contrario, l'effet direct est négatif et significatif. Des efforts additionnels s'avèrent donc indispensables tant au niveau des Bailleurs de Fonds qu'au niveau des autorités gouvernementales pour accélérer la réduction de la pauvreté.

[43] Constant Mathieu MAKOUÉZI, Centre d'Etudes et de Recherche sur les Analyses et Politiques Economiques (CERAPE)

« L'analyse des déterminants de la croissance industrielle du secteur manufacturière en République du Congo : une approche par la modélisation Vecteur Autorégressif (VAR) »

Résumé : Les résultats de la modélisation Vecteur Autorégressif des déterminants de la croissance industrielle du secteur manufacturier révèlent aussi bien des variables ayant une incidence positive que des variables ayant une incidence négative. En effet, le taux de change réel décalé de deux ans a une incidence négative avec un niveau de significativité de 1% ; le taux d'investissement privé décalé de deux ans a une incidence positive avec un niveau de significativité de 5% et l'ouverture commerciale décalée de deux ans a une incidence positive sur la croissance manufacturière avec un niveau de significativité de 5%. Cependant, les dépenses d'éducation rapportées au PIB ne sont nullement significatives sur la croissance manufacturière.

[44] Mouhamadou FALL, Laboratoire de Recherche en Économie de Saint-Louis, UFR de Sciences Économiques et de Gestion, Université Gaston Berger

Magloire LANHA, Laboratoire de Microéconomie du Développement, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Université d'Abomey-Calavi

« Risque d'antisélection de la banque à la microfinance »

Résumé : Pour réduire le risque d'antisélection dans un contexte d'asymétrie d'information, les banques fixent des taux d'intérêt relativement bas conduisant à un rationnement du crédit. L'exigence d'une garantie réduit les taux d'intérêt, mais exacerbe l'exclusion bancaire. Les institutions de microfinance (IMF) émergent en appliquant des taux d'intérêts dépassant largement ceux des banques tout en échappant à l'antisélection grâce à leurs technologies idoines, dont les incitations dynamiques internalisées par les microentrepreneurs. Un système complet d'institutions financières pourrait étendre l'inclusion financière au prix de taux d'intérêt croissants.

[45] Alain Latoundji BABATOUNDE, Université d'Abomey-Calavi (Bénin)

« Part Relative des IMF dans l'Architecture Financière des pays de l'UEMOA : Modèle Théorique et Evidences Empiriques »

Résumé : Ce papier développe une méthode basée sur les théories de l'agrégation monétaire et des indices pour estimer la part relative et effective du secteur des IMF par rapport au secteur bancaire dans l'architecture financière des économies en développement. A partir de l'optimisation d'une fonction d'utilité de l'agent qui choisit entre dépôts bancaires et dépôts décentralisés, on parvient à dériver la part relative du secteur des SFD, étant donné les conditions initiales. A titre illustratif, la méthode est appliquée aux pays de l'UEMOA sur la période 1993-2008. Nos résultats suggèrent une forte progression de la part relative des IMF au Bénin, au Burkina Faso et au Togo, avec d'important gap entre les quantités observées et estimées alors qu'elle est modérée dans les autres pays sans s'écarter des statistiques officielles. Stigmatisant l'échec des politiques de libéralisation financière qui visent une unification financière, ces résultats remettent en débat l'importance des IMF dans la mise en œuvre et l'efficacité des politiques financières et monétaires dans l'UEMOA.

[46] Melain Modeste SENOU, Faculté des Sciences Économiques et de Gestion (FASEG), Université d'Abomey-Calavi (UAC)

« Analyse de l'impact des rémunérations incitatives sur la productivité du personnel de crédit des Institutions de microfinance au Bénin »

Résumé : La réflexion dans le cadre de la définition et de la mise en œuvre des stratégies adéquates pour améliorer la performance des institutions de microfinance reste indispensable. Ainsi, cette étude s'est consacrée à l'analyse de l'impact des rémunérations incitatives sur la Productivité de l'agent de crédit des IMF au Bénin. Nous avons fait une régression de poisson propre aux données de dénombrement pour modéliser le nombre de clients solvables reçu par l'agent de crédit. A

cet effet, nous concluons à partir des résultats de nos estimations que les rémunérations incitatives ont un effet positif et significatif de 8,55% sur la productivité de l'agent de crédit des IMF au Bénin.

[47] Franck DICKODET, Autorité de Régulation des Communications Electroniques et de la Poste (ARCEP-Bénin)

« Les services de communications électroniques dans les pays de l'UEMOA : compléments ou substituts »

Résumé : Le secteur africain de la téléphonie, est celui qui a connu la croissance la plus rapide depuis l'avènement des communications électroniques dans le monde. Cependant, l'analyse des abonnements aux services de communications électroniques (fixe, mobile et Internet) dans l'espace UEMOA montre que les demandes des services sont disparates. Pour évaluer la concurrence entre les services de communications électroniques, notre étude s'est donnée pour objectif d'établir les inter-relations entre les services dans les pays de l'UEMOA à travers l'estimation d'un modèle des données de panel en considérant la période allant de 2000 à 2012. Les données sont issues de la base de données de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) sur les indicateurs des télécommunications/TIC dans le monde, édition 2013. Des résultats de nos estimations, il ressort qu'il existe une relation de complémentarité entre la détention du téléphone fixe et celle du téléphone mobile. Ce qui suggère que dans les pays de l'UEMOA il ne s'exerce pas sur le marché de la téléphonie une concurrence entre l'accès au téléphone mobile et l'abonnement à une ligne téléphonique principale fixe. Le même constat a été fait entre le service Internet et la téléphonie. Par conséquent, une bonne application des politiques de développement des communications électroniques dans les pays membres de l'union apparaissent comme un puissant outil pour la poursuite de la diffusion des TIC et l'expansion de la société de l'information dans l'UEMOA. Par ailleurs, l'analyse de l'effet prix, montre que le revenu par tête joue un rôle important dans le développement des communications électroniques au sein de l'UEMOA. S'il est vrai que les tarifs de la téléphonie mobile baissent du fait de l'ouverture des marchés à la concurrence, la situation peut encore être améliorée, si les taxes de terminaison pratiquées dans certains pays et leur fiscalité sont moins importantes. L'intensification de la concurrence, le contrôle ex-ante des taxes de terminaison, les réductions appliquées à la taxe sur la valeur ajoutée et les redevances sur le trafic contribueront à la croissance continue du marché mobile et à l'élargissement de l'accès universel des communications dans la zone UEMOA. Somme toute, dans l'optique d'intensifier l'évolution de la société de l'information ainsi que des progrès réalisés dans la réduction de la fracture numérique, les dirigeants des réseaux de communications électroniques, les régulateurs et les gouvernements, devront prendre des mesures visant le développement et l'extension des réseaux. En particulier, étant donné que le réseau fixe filaire a un rôle capital à jouer dans le développement du large bande, les mesures doivent aller dans le sens de la dynamisation de l'offre du téléphone fixe en passant par la privatisation de l'opérateur offrant ledit service dans les pays où ce n'est pas encore le cas (Bénin et Togo) et l'ouverture à la concurrence dans les autres pays (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger et Sénégal). Quant au service Internet, les recommandations exprimées dans la présente étude sont utiles pour accélérer la réduction des disparités inter-étatiques, sans oublier l'existence d'un numérique intra-étatique.

[48] Sophie HARNAY, Economix, Université de Paris Ouest Nanterre la Défense

Benjamin FOMBA KAMGA, Rema, Université de Yaoundé II-Soa

Joseph KENECK MASSIL, Economix, Université de Paris Ouest Nanterre la Défense

« Le revenu et l'éducation explique-t-il (elle) la démocratie dans les pays en développement? Une analyse empirique en Afrique »

Résumé : Cet article déconstruit avec preuve empirique sur la période 1976 à 2010 deux allégations et apories à propos de la démocratie en Afrique. La première allégation porte sur l'explication du retard de démocratie en Afrique par son faible niveau d'éducation tandis que, la deuxième allégation fait référence à l'impact du niveau de pauvreté sur la démocratie. Ces deux facteurs à savoir, l'éducation et le revenu sont des variantes d'une théorie connue sous le nom de théorie de la modernisation de Lipset (1959). Les différents modèles en MCO, effet fixes LSDVC et GMM avec plusieurs analyses de sensibilité nous conduit à remettre en cause l'effet de l'éducation et du revenu sur la démocratie en Afrique. Le facteur explicatif dominant de la qualité de la démocratie en Afrique reste les ressources naturelles. L'histoire coloniale, l'idéologie religieuse et la culture n'expliquent pas la démocratie sur analyse transversale, sur la période 1991 à 2010.

[49] Ameth S. NDIAYE, Department of Economics & CREA, University of Dakar, Senegal

Sénakpon F.A. DEDEHOUANOU, Department of Economics, University of Abomey Calavi, Benin

Mariam FAYE, Department of Sociology, University of Dakar, Senegal

“Governance and Community-Based Social Protection in Senegal”

Abstract: Social protection has received increasing attention in recent years as a powerful mechanism for reducing vulnerability and poverty in Senegal. Despite numerous plans and programs, the proportion of individuals below the poverty threshold in Senegal is still high. Community-based organizations (CBOs) are evolving in Senegal to provide a credible alternative to State interventions. However their viability is compromised by the lack of professionalism in their management. The question remains whether the potential increase of these organizations will meet the potential increase of social protection demand in Senegal. We analyze the potentialities of CBOs in delivering social protection in Senegal, as regards to some governance principles and how they are related to performance. We combine qualitative and quantitative analysis from primary data collected in a rural community and two municipalities of Senegal. We find that CBOs are often tributary to their own resource, are isolated and are constituted by the most vulnerable members. Members of CBOs have opportunities to report bad performance but are less able to sanction or to influence management committees. Most of CBOs have no written

rules and do not really have control mechanisms outside the report that leaders share at meetings. CBOs that prepare financial reports have significantly larger coverage. Relatively transparent and accountable CBOs in budget-related issues reach a high coverage rate. Some policy implications are derived.

[50] Augustin CHABOSSOU, FASEG, Université d'Abomey-Calavi (UAC)

« *Téléphones fixe et mobile dans la zone UEMOA services complémentaires ou substituables ?* »

Résumé : L'observation de l'évolution conjointe des taux de pénétration du téléphone fixe et du téléphone mobile dans les pays de l'UEMOA suggère que la demande des deux services n'évolue pas au même rythme avec une différence de progression en faveur du téléphone mobile. Cet article est consacré aux liens entre services de téléphone fixe et mobile. Il teste empiriquement l'existence de relations de complémentarité et de substitutivité entre ces deux types de services dans les pays de l'UEMOA sur la période 1997-2010. Il est établi que dans ces pays, le téléphone mobile est un substitut du téléphone fixe, même si l'ampleur de cette relation de substitution est relativement faible. Néanmoins, le rôle que le téléphone fixe est appelé à jouer dans ces pays pour le développement des services TIC doit pousser les autorités publiques à se pencher sur des mesures en vue d'une amélioration du taux de pénétration du téléphone fixe.

[51] F. M. KINKINGNINHOUN MEDAGBE, Africa Rice Center, Cotonou, Benin

A. DIAGNE, Africa Rice Center, Cotonou, Benin

A. BONOU, WASCAL / Faculté des Sciences Economiques et de Gestion / Université Cheikh Anta Diop, Dakar, Sénégal

P. A. SECK, Senegal's minister of agriculture and rural equipment former AfricaRice's Director General: Dakar, Senegal

E. AMOVIN-ASSAGBA, Africa Rice Center : Cotonou, Benin

« *La question semencière dans la riziculture africaine: une enquête dans 17 pays sur les modes d'accès et la demande de semences par les riziculteurs* »

Résumé : L'accès aux semences des variétés améliorées de riz (VA) constitue l'une des contraintes majeures à l'adoption de ces variétés en Afrique. Cet article vise à analyser les sources et l'accès aux semences des VA ainsi que la demande en semences des riziculteurs africains. Les données utilisées ont été collectées en 2009 auprès de 30 568 ménages riziocoles à travers 17 pays africains. Les résultats obtenus montrent un faible taux d'accès des producteurs aux semences des VA, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de leurs villages. Le niveau d'éducation du chef du ménage, le nombre de variétés NERICA connues, l'existence des contraintes d'accès aux services de vulgarisation, l'âge du chef du ménage et son sexe et l'existence de la contrainte relative à la sécheresse sont les principaux déterminants de l'accès des riziculteurs aux semences des VA. Le système semencier informel est la principale source de semences pour la majorité des riziculteurs africains. En fait, les semences utilisées par les producteurs proviennent généralement de grains issus de la récolte précédente. Cette situation ne leur permet pas d'accéder aisément à des semences de riz de qualité. De plus, la demande des riziculteurs en semences améliorées est loin d'être satisfaite. La promotion d'un système intégré de développement des semenciers nationaux à travers la formation des producteurs pour la sélection et conservation de semences de qualité, la promotion du système semencier communautaire et l'appui au système formel pourrait améliorer l'accès des producteurs aux semences de qualité des VA.

[52] J. Lokossou, Africa Rice Center (AfricaRice)

R. Fiamohe, Africa Rice Center (AfricaRice), 01 BP 2031 Cotonou, Benin et FASEG, l'Université d'Abomey-Calavi (Benin)

A. Arouna, Africa Rice Center (AfricaRice), 01 BP 2031 Cotonou, Benin

A. Diagne, Africa Rice Center (AfricaRice), 01 BP 2031 Cotonou, Benin

G. Biaou, Africa Rice Center (AfricaRice), 01 BP 2031 Cotonou, Benin

« *Agriculture and health: an overview of relationship between rice cropping systems and rice farmers' health in West Africa Rice Sector Development Hubs* »

Abstract: The objective of this study was to examine the relationship between rice cropping systems and rice farmers' health to anticipate a possible public health problem that may arise in the long term because of rice production conditions in West Africa. Three thousand and fifty four producers of Rice Sector Development Hubs of ten West Africa countries were surveyed in 2013. The rice cropping systems were characterized using the factor analysis. The relationship between rice cropping systems and farmers' health was established with Analysis of Variance and linear regression. Three main rice cropping systems were identified in study area. The system 1 is the most harmful to the farmers' health and System 3 is the least harmful. The system 1 is characterized by three ecologies (Lowland / Irrigated / Mangrove), without association with other crops, the use of fertilizer (NPK, Urea, Organic fertilizer) and pesticide (Herbicide, Insecticide, Fungicide). These results strongly suggest the mechanization of rice production that will not only increase production but also to protect the farmers' health. Failing to mechanization, it is necessary to promote health protection and hygiene measures such as wearing boots, gloves, nose mask, etc.

[53] Rose FIAMOHE, Africa Rice Center (AfricaRice)

Aliou DIAGNE, Africa Rice Center (AfricaRice)

Eyram AMOVIN-ASSAGBA, Africa Rice Center (AfricaRice)

Florentin AMETONOU, Africa Rice Center (AfricaRice)

Arsene AGOSSADOU, Africa Rice Center (AfricaRice)

«Farmer preferences for cooking characteristics of local rice and implication for food security in sub-Saharan Africa: A Community-based evaluation approach»

Abstract: Farmers are the first consumers of the rice they produce and then, their choice for any types of rice consumed is supposed to depend strongly on the product characteristics that give them the high level of satisfaction. Among these characteristics, those of cooked rice: aroma, easy of cooking, swelling capacity, stickiness, storage and taste are key determinants. This study identified the most preferred cooking characteristics of five types of local rice varieties by the communities of farmers in rice sector development hubs of 10 African countries namely Benin, Cameroun, Cote d'Ivoire, Ghana, Gambia, Mali, Nigeria, Senegal, Sierra Leon and Togo. These types of rice including both traditional and improved local rice were submitted to the appreciation of communities of rice farmers during the baseline surveys conducted for various projects from 2013 to 2014 in 459 communities. The data were collected using a multistage stratified random sampling and a community-based evaluation approach. Results from Principal Component Analysis showed that rice farmers have generally a good appreciation of the cooking characteristics of rice. Specifically, the characteristics such as aroma, easy of cooking, long time storage after cooking and good taste were the most appreciated by these communities among the six characteristics. However, that middle assessment varies according to each country and types of rice. Given this middle farmers' appreciation, the communities of researchers and policy decision makers should continue efforts to improve specific attributes in rice mostly targeted in each selected country in order to preserve food security for the selected communities of farmers. In future, this action could be turned in incentive bringing rice farmers to produce more over their own need for the market.

[54] Nicaise A. LALEYE, Dept of Economics, University of Lagos, Federal Republic of Nigeria.

“Major determinants of FDI in the economy of Benin Republic (1980 – 2010)”

Abstract: The objective of this study is to shed light on the determinants of foreign direct investment (FDI) in the economy of Benin Republic. In view of this, time series data analysis with a single-equation econometric model for the country 1980 to 2010 is utilised. We discover that infrastructure development is found to be one of the most important determinant factors that attract FDI to the country. The other important variables which influence FDI are found to be per capita GDP, moderate exchange rate volatility and trade openness. Economic instability (proxied by the volatility of prices), human capital and financial development are other important factors affecting negatively the inflows of FDI. Policy handles are not only direct but also powerful: they reduce political risk, ensure property rights, most importantly enhance growth in the market size, as well as wage moderation, lower corporate tax rates, and ensure full integration of the economy of Benin into the world economy. However, financial development needs to be improved for an increased level as this will enable this economy gain more from FDI, likewise, suggesting that the impact of FDI can be enhanced through financial development. The model used to obtain these results is found to be structural stable.

[55] Constant FOUOPI DJIOGAP, Université de Yaoundé II, Cameroun

Philémon NSI ELLA, (Université Omar Bongo, Gabon

Jean MBOMON NDOUMBA, Université de Bangui, république centrafricaine

Boniface EPO NGAH, Université de Yaoundé II, Cameroun

« Dépenses publiques et croissance économique dans les pays de la CEMAC »

Résumé : L'objectif de la présente étude est d'évaluer l'influence des dépenses publiques sur la croissance économique dans les pays membre de la Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC). En particulier, il s'agit d'expliquer l'influence de la composition des dépenses publiques sur la croissance économique dans ces pays. Plusieurs travaux ont étudié la relation entre dépenses publiques et la croissance économique mais la mise en relation de la composition de ces dépenses publiques et la croissance économique induite est un pan de l'analyse économique qui mérite qu'on s'y intéresse davantage. Nous avons mis en évidence une relation non-linéaire les dépenses publiques entre et la croissance économique à travers les composantes des dépenses publiques, grâce à un modèle de transition lisse, la méthode PSTR (Panel Smooth Threshold Regression). Nos résultats précisent également, les marges dans lesquelles les différentes composantes des dépenses publiques peuvent avoir un impact positif et significatif sur la croissance économique dans les pays de la CEMAC.

[56] Akouétévi DA-SILVA, FASEG-UAC

« Transferts de fonds des migrants et pauvreté dans les pays de l'UEMOA : une étude en données de panel »

Résumé : Notre étude a eu pour objet de déterminer l'impact des transferts des migrants reçus. De façon spécifique il s'est agi de mesurer l'impact des transferts de fonds des migrants sur la pauvreté d'une part et de comparer l'effet des transferts de fonds des migrants et l'aide au développement sur l'IDH d'autre part. Pour y parvenir nous avons eu recours à l'utilisation d'un panel simple. Les données utilisées étaient des données annuelles couvrant la période 2000 à 2010 et regroupant les pays de l'UEMOA à l'exception de la Guinée Bissau. Les principaux résultats montrent les transferts de fonds affectent significativement mais négativement la pauvreté. Quant à l'aide publique au développement elle n'est pas ressortit significative.

[57] Chryost BANGAKE, Laboratoire EQUIPPE, Lille 1 et LEO (Université d'Orléans)

Jude EGGOH, FASEG (Université d'Abomey-Calavi), GRANEM (Université d'Angers), LEO (Université d'Orléans)

« *Do remittances spur economic growth? Evidence from developing countries?* »

Abstract: This paper reappraises the relationship between workers' remittances and economic growth in 49 developing countries over the period 1960-2012. Using GMM (Generalized Method of Moment) system and PSTR (Panel Smooth Threshold Regression) methodologies, we find that workers remittances have positive and significant impact on growth whereas the growth effects of foreign direct investment and aids are not significant. Furthermore, your empirical investigation highlights a non linear relationship between remittances and growth with respect to financial development, private investment and household consumption. These results have some policy implications.

[58] Bernard AHOUE, ENEAM, Université d'Abomey-Calavi

Alexis ODOUN-IFA, Ministère de la Culture, de l'Artisanat et du Tourisme

Gérard COUAO-ZOTTI, Ministère de Plan de la Prospective et du Développement

« *Gouvernance et croissance économique : une analyse des effets de seuil* »

Résumé : Le présent article étudie la relation entre les indicateurs de gouvernance de Kaufman et la croissance économique, ainsi que l'existence de potentiels effets de seuil au niveau de la relation entre la gouvernance et la croissance économique. Grâce aux modélisations de données de panel, on constate que les indicateurs de gouvernance comme, voix et responsabilité, stabilité politique, efficacité gouvernementale et contrôle de la corruption influencent positivement la croissance économique. Par contre les indicateurs de gouvernance comme qualité de régulation et Etat de droit, ont globalement une influence négative sur la croissance économique. Toutefois une analyse de robustesse permet de dire que ces résultats varient en fonction du niveau de revenu d'un pays. De plus, plusieurs de ces indicateurs de gouvernance présentent l'existence d'effet de seuil dans leur relation avec la croissance économique selon le niveau de revenu d'un pays.

[59] Olivier KOUMBA, IUT d'Angers et GRANEM, Université d'Angers

« *Dynamics of Local Public Debt: the case of French municipalities* »

Abstract: This article analyzes the behavior of debts and investment in a model of simultaneous equations in panel. The link between debts and investment is enriched by additional factors such as regional influence or electoral cycle. French municipalities are quite disciplined and local debt is a substitute to other means of fundings. Nevertheless, this behavior acts negatively for the development of low-income and small municipalities. Local investment is also positively influenced by the end-of-term of policy-makers.

[60] Jacques Simon SONG, FSEG Université de Yaoundé II-Soa

Constant FOUOPI, FSEG Université de Yaoundé II (Soa)

« *Qualité des institutions, structure de propriété et efficacité des banques dans la CEMAC : une analyse par la méthode paramétrique* »

Résumé : L'objectif de cette étude est d'examiner comment les indicateurs institutionnels et la structure de propriété influencent l'efficacité des banques de la CEMAC sur la période 2000 à 2010. Nous utilisons un modèle paramétrique Stochastic Frontier Analysis (SFA) pour déterminer l'efficacité allocative et un modèle Tobit censuré pour identifier les facteurs d'efficacité des banques. Les résultats indiquent que le niveau moyen d'efficacité allocative des banques sur la période est de 0,70. Par ailleurs, les variables institutionnelles et la structure actionnariale privée (nationale et étrangère) influencent positivement l'efficacité des banques au cours de la période, ce qui à contrario n'est le cas pour la structure actionnariale publique.

[61] Brice Hoyéton AÏNAN, FASEG - Université d'Abomey-Calavi (UAC)

« *Analyse Economique de la Gestion Durable des Ressources Halieutiques des Eaux Continentales du Benin* »

Résumé : En cohérence avec les objectifs de développement durable, ce article vise à contribuer à l'élaboration d'une politique de développement du sous-secteur des pêches susceptible de garantir une pêche responsable, donc durable, en vue d'accroître les avantages économiques et sociaux et sa contribution à la sécurité alimentaire, en respect de la préservation de l'environnement aquatique. Les résultats obtenus montrent que l'utilisation des engins de pêche de petite maille contribue à l'appauvrissement progressif des plans d'eau en ressources naturelles, de même que l'augmentation du nombre de pêcheurs et de la dégradation de la qualité des eaux continentales, c'est-à-dire la pollution de l'environnement. Cette analyse recommande la définition d'un cadre réglementaire efficace et l'adoption des comportements rationnels susceptibles d'assurer une gestion intergénérationnelle des ressources halieutiques.

[62] Justin CLOHOUNTO, FASEG - Université d'Abomey-Calavi (UAC)

Serge DEDJINOUE, FASEG - Université d'Abomey-Calavi (UAC)

« *Les bénéfiques d'adduction d'eau potable dans la vallée de l'Ouémé* »

Résumé : L'objectif principal de la présente étude est d'évaluer les bénéfiques d'adduction d'eau potable dans la vallée de l'Ouémé. Ce bénéfice sera évalué comme le consentement à payer (CAP) des ménages en vue d'accéder à une eau salubre. Il constitue une prévention contre les maladies éventuelles qui pourraient provenir de la consommation d'une eau insalubre. Pour atteindre cet objectif, nous avons adopté la méthode d'évaluation contingente (MEC). Elle a permis aux

ménages enquêtés de révéler un montant qu'ils sont disposés à payer pour s'acheter une bassine d'eau potable. Ce montant s'élève environ à 20 FCFA par bassine de 25 litres. Les résultats obtenus par l'analyse économétrique montrent que ce montant est influencé par temps mis pour chercher l'eau à la source et les considérations d'ordre socio-culturelles liées à l'utilisation de cette source.

[63] Gbètondji Melaine Armel NONVIDE, University of Ghana, Legon

Mohamed PORGO, University of Ghana, Legon

“Effect of climate change on cereal yield: evidence from Benin and Burkina Faso”

Abstract: Agricultural sector is most threatened by climate than the others sectors. Given that many rural people livelihoods is coming from agriculture in Africa, the vulnerability of the sector to climate change is likely to maintain them under extreme poverty and food insecurity. The paper aims to analyze the effects of climate change on cereal yield in Benin and Burkina Faso. Specifically, it determines the effect of weather variables such as precipitations and temperature and greenhouse emission gas (CO₂) on cereals yields and then makes a comparison of these effects between the two countries. Using a time series data from 1975 to 2011 the results of the study indicate that cereal yield is more influenced by precipitations in Burkina Faso and by temperature in Benin. The cereal yield seems to be not affected by temperature in Burkina Faso and by precipitations in Benin. Moreover, the regression model including the CO₂ concentration shows a non-significant effect of the CO₂ emission on the cereal yield in the two countries.

[64] Fawaz A. Adéchinan AMINO, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion - Université Cheikh Anta Diop - Dakar, Sénégal

« Déterminants de la pauvreté des enfants au Bénin : une approche multidimensionnelle »

Résumé : Les profils et déterminants de la pauvreté des enfants au Bénin ont été identifiés en utilisant les données de l'Enquête Démographique et de Santé de 2011. Le concept de pauvreté infantile multidimensionnelle a été appliqué aux enfants de moins de 5 ans. Un total de 7865 enfants ont été analysés. 50,1% des enfants sont de sexe masculin et l'âge moyen de ces enfants est de 29 mois. Sur la base d'une pondération égale, cinq dimensions ont été utilisées pour estimer la pauvreté multidimensionnelle. Ces dimensions sont : l'assainissement, l'eau, le logement, la nutrition et la santé. L'approche de comptage Alkire et Foster (2007) a été appliquée pour générer des profils de pauvreté multidimensionnelle pour les enfants. Lorsque le seuil de pauvreté $k=1$, 43,7% des enfants sont multidimensionnellement pauvres contre 27,2% d'enfants pauvres lorsque $k=3$. Ce qui implique que lorsque les enfants sont privés dans au moins une dimension, 43,7% sont multidimensionnellement pauvres. Les dimensions assainissement et nutrition ont les contributions relatives les plus élevées de 37,14% et 21,8% respectivement à l'indice global de pauvreté multidimensionnelle. 42,6% des enfants garçons comme filles sont multidimensionnellement pauvres. L'Alibori et l'Atacora sont les régions ayant plus d'enfants pauvres, soit respectivement 54,6% et 50,9%. Bien que, l'IPM des enfants diminue à mesure que k augmente, elle est due à la réduction du nombre d'enfants pauvres et non à la réduction de l'intensité de la pauvreté parmi les pauvres. Les résultats du modèle Logit ont révélé que l'âge de l'enfant, le niveau d'éducation des parents, les ménages dirigés par les femmes, le fait de vivre en milieu urbain et la richesse du ménage réduisent la probabilité qu'un enfant soit multidimensionnellement pauvre. Par ailleurs, les ménages dirigés par les hommes, l'âge du chef de ménage et le fait de vivre en milieu rural augmentent la probabilité d'un enfant à être multidimensionnellement pauvre. L'éradication de la pauvreté des enfants doit recourir à une variété de mesures touchant différentes dimensions puisque la pauvreté est un phénomène multidimensionnel. Il s'agit notamment d'encourager la culture et l'accessibilité des produits alimentaires de grande consommation, la sensibilisation des mères sur la nutrition des enfants, la fourniture de plus d'infrastructures sanitaire et d'assainissement.

[65] Mahougbé Aimée G. SOGLO, Centre d'Etudes, de Formation et de Recherches en Développement (CEFRED), Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Université d'Abomey-Calavi (Bénin)

« Enseignement supérieur et croissance économique au Bénin : faits stylisés et leçons »

Résumé : Cet article examine les raisons qui présagent le rôle déterminant de l'enseignement supérieur dans les performances économiques du Bénin depuis 1980 à 2010. A l'aide des données secondaires ; l'analyse statistique a permis d'analyser les caractéristiques des offres de formation dans les universités publiques du Bénin et la structure de l'économie béninoise. L'analyse de la structure de l'économie béninoise montre qu'elle est principalement une économie de service et que les offres de formation s'adaptent à cette structure économique. Mais cette structure des offres de formation ne présage pas une performance économique durable au Bénin. Une trajectoire de croissance soutenue exige une transformation structurelle de l'économie. Au Bénin, l'économie doit passer de son état de redistribution à une économie de création de richesse afin d'utiliser de façon efficiente les diplômés du nouveau système d'enseignement mis en oeuvre dans les structures d'enseignements supérieurs.

[66] Gbodja Hilaire HOUENINVO, FASEG Université d'Abomey Calavi (Bénin)

« Dépenses en santé et appauvrissement des ménages au Bénin »

Résumé : Cet article a examiné d'une part, l'effet d'appauvrissement des dépenses en santé des ménages au niveau national et d'autre part, les déterminants des dépenses en santé des ménages au niveau micro en vue de l'estimation des moyennes de dépenses en santé selon les caractéristiques socio-économiques des ménages. L'approche de Wagstaff et Doorslaer (2003) a été utilisée pour évaluer l'effet d'appauvrissement des dépenses en santé des ménages. Ensuite, le

modèle à deux parties a été utilisé pour dériver les moyennes ajustées des dépenses en santé selon les caractéristiques des ménages. Les principaux résultats ont montré que les groupes les plus riches dépensent plus, en termes absolu dans les services de santé que les groupes correspondant aux plus pauvres. Cependant, les ménages du troisième et quatrième quintile de revenu ont des parts du budget allouées à la santé plus faible que celle des ménages du premier quintile. De plus, les dépenses en santé augmentent l'incidence et l'intensité de la pauvreté au Bénin. Nos résultats ont aussi montré qu'il n'y a pas d'économie d'échelle dans la consommation des soins parce que le niveau des dépenses de santé est positivement et significativement corrélé avec la taille du ménage.

[67] Ibrahim MOHAMED BELLO, Faculté de Droit, d'Economie et de Gestion (FADEG) Université de Tahoua (UTA)
« Gouvernance et Réduction de la pauvreté dans les pays de l'UEMOA : Comptabilisation du mécanisme de transmission »

Résumé : Face à l'échec des Programmes d'Ajustement Structurel, la gouvernance est apparue dans les discours des institutions de coopération bilatérales et multilatérales à partir des années 1990. Le nouveau modèle prôné intègre désormais la notion de la gouvernance dans la conception et la mise en œuvre des politiques publiques du développement et de réduction de pauvreté. L'objectif de cette étude est de vérifier empiriquement la relation entre la gouvernance et la réduction de la pauvreté dans les pays de l'UEMOA en comptabilisant la croissance comme mécanisme de transmission. L'estimation du modèle en panel de 1996 à 2005 par la méthode des « Residual-Generated Regressors (RGR) » de Pagan (1984), met en exergue les résultats suivants : la gouvernance n'a pas contribué de façon directe à la réduction de la pauvreté dans l'UEMOA. Cependant, la gouvernance a agi indirectement sur la pauvreté dans les pays de l'Union, par l'intermédiaire de son influence sur la croissance économique.

[68] Kenneth KPONOU, UCAD (Dakar, Sénégal)

« Satisfaction des Enseignants et Performances Scolaires au Bénin »

Résumé : Cette étude s'intéresse à la relation qui existe entre la satisfaction des enseignants et les performances scolaires des élèves. Sur les données de la base PASEC du Bénin, nous avons estimé par les méthodes Probit et Tobit des modèles de déterminants de la satisfaction des enseignants d'une part et d'autre part, par la méthode des modèles linéaires hiérarchiques nous avons estimé un modèle des déterminants des performances scolaires. Nos résultats suggèrent que la rémunération, le statut professionnel, la qualification des enseignants sont autres des variables qui expliquent la satisfaction des enseignants. Par ailleurs, il ressort que la satisfaction des enseignants a une influence significative et positive sur les performances scolaires.

[69] Dieng Momar SYLLA, Laboratoire de Recherche en Economie à Saint-Louis (LARES) de l'Université Gaston BERGER de Saint-Louis

Mouhamadou FALL, Laboratoire de Recherche en Economie à Saint-Louis (LARES) de l'Université Gaston BERGER de Saint-Louis

« Les déterminants de la consommation d'assurance vie : le cas de l'UEMOA »

Résumé : Cet article cherche à déterminer les facteurs économiques et non-économiques susceptibles d'influer sur la consommation d'assurance vie, dans la zone UEMOA, tout en essayant de tenir compte des réalités socio-économiques et démographiques de la région. En utilisant les données de panel sur la période 2000-2011, il est ressorti de nos estimations que l'emploi, le ratio de dépendance jeune, l'urbanisation, l'espérance de vie et le taux d'intérêt sont des facteurs affectant significativement la consommation d'assurance vie dans la Zone UEMOA.

[70] Hilaire NKENGFAK, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Université de Dschang, Cameroun

Hervé KAFFO FOTIO, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Université de Dschang, Cameroun

« Effets de la croissance économique sur les émissions de CO₂ dans les pays du Bassin du Congo »

Résumé : Ce papier a pour objectif d'examiner les effets de la croissance économique sur les émissions de dioxyde de carbone (CO₂) dans quelques pays du Bassin du Congo, notamment le Cameroun, le Congo, la Gabon et la République Démocratique du Congo (RDC) sur la période 1978-2012. Le test de cointégration par les retards 35 échelonnés ou AutoRegressive Distributed Lags (ARDL) a été appliqué sur des séries temporelles sur la période 1978-2012. Les résultats du test indiquent une relation de long terme entre les variables, et les résultats du modèle de long terme montrent que la croissance économique a un impact positif sur les émissions de CO₂ dans ces pays. Ensuite, on constate que la consommation d'énergie, la densité de la population, les activités industrielles accroissent les émissions de CO₂ dans ces pays, bien que l'impact de la consommation d'énergie et des activités industrielles soit non significatif en RDC. L'ouverture commerciale a un impact négatif et significatif sur les émissions de CO₂ au Cameroun, tandis que son impact est non significatif au Congo, au Gabon et en RDC. Ce résultat est en contradiction avec l'hypothèse des havres de pollution.

[71] Serge V. F. DEDJINOU, FASEG – Université d'Abomey-Calavi

« Analyse des dommages des coupures d'électricité à Abomey-Calavi au Bénin : Cas des ménages »

Résumé : Quels sont les dommages des coupures d'électricité pour les ménages ? Pour répondre à cette question, plusieurs études ont été réalisées aux Etats-Unis, en Asie et en Afrique. Ce travail propose une analyse descriptive des dommages liés aux coupures d'électricité au Bénin à partir d'une enquête auprès des ménages.

Cet article, qui porte sur l'évaluation des dommages des coupures d'électricité met en évidence les stratégies adoptées par les ménages pour faire face à l'inconstance de l'offre de l'électricité et les consentements à payer des ménages pour éviter les coupures non planifiées sur le réseau de distribution.

[72] Emmanuel D. YAI, FASEG – Université d'Abomey-Calavi

Bernadin G. C. AHODODE, FASEG – Université d'Abomey-Calavi

Felix C. BIAOU, FASEG – Université d'Abomey-Calavi

« Incidence du Changement Climatique sur les Productions Agricoles : cas de la commune de Banikoara »

Résumé : Cette étude a fait l'objet de l'analyse des effets du changement climatique sur les productions du coton, du maïs, du sorgho et d'arachide dans la commune de Banikoara. Après le calcul des indices des paramètres climatiques et la détermination des périodes de ruptures, l'étude a estimé les effets des variations climatiques sur les productions agricoles par la méthode des doubles moindres carrés en une étape. Il ressort des résultats obtenus que l'indice, les déficits et les ruptures pluviométriques exercent toutes deux des effets positives sur la production du coton et du maïs contrairement à la température qui exerce un effet négatif engendrant une forte diminution de la production du coton et du maïs. Par contre, l'estimation de ces variables climatiques sur la production du sorgho a donné des signes contraires par rapport à ceux observés sur le coton et le maïs. C'est-à-dire que les cultures de coton et de maïs sont des cultures complémentaires alors que le sorgho vient en substitut à ces deux cultures.

[73] I. LABIYI, Faculté d'Agronomie, Université de Parakou

A. AYEDEGUE, Faculté d'Agronomie, Université de Parakou

A. J. YABI, Faculté d'Agronomie, Université de Parakou

« Analyse de l'efficacité économique d'allocation des ressources dans la production du soja au Bénin »

Résumé : L'évaluation des efficacités technique, allocative et économique d'allocation des ressources dans la production du soja au Bénin a été réalisée dans les communes de Ouèssè et Savè au centre du pays. Dans cette recherche, la méthode basée sur les frontières stochastiques de production et de coût a été utilisée pour estimer les fonctions de production et de coût et, a servi d'évaluer les niveaux des efficacités technique, allocative et économique de Cent vingt (120) producteurs de l'échantillon choisis de façon aléatoire. Les données ont été analysées avec les logiciels SPSS 20.0, Frontier 4.1 et STATA 11.0. Les résultats obtenus montrent que les moyennes des indices d'efficacité technique, allocative et économique sont respectivement de 0,640; 0,747 et 0,476. Enfin, l'accès au crédit, l'alphabetisation des producteurs, le niveau d'instruction, le sexe, la formation et le nombre d'années d'expérience sont les facteurs déterminant les niveaux d'efficacité technique et économique des producteurs des producteurs de soja dans les communes de Ouèssè et Savè. L'amélioration de ce niveau d'efficacité économique de production va passer nécessairement par des actions ciblées sur ces variables.

[74] Ambaliou O. OLOUNLADE, Faculté des Sciences Agronomiques, Université d'Abomey-Calavi

Aminou AROUNA, Centre du Riz pour l'Afrique (AfricaRice)

Aliou DIAGNE, Centre du Riz pour l'Afrique (AfricaRice)

Gauthier BIAOU, Faculté des Sciences Agronomiques, Université d'Abomey-Calavi

« Evaluation de l'impact des contrats agricoles sur le revenu des producteurs du riz : cas du Bénin »

Résumé : Dans les pays sous-développés, la production en quantité suffisante des produits vivriers, permet aux producteurs non seulement de se nourrir mais également de commercialiser le surplus afin de générer des revenus monétaires. Malheureusement, la production et la commercialisation des produits dans ces pays sont confrontées à plusieurs problèmes. Cette situation est similaire au Bénin où les petits producteurs ne participent pas aussi pleinement aux marchés parce qu'ils sont confrontés à des contraintes d'accès au crédit et à l'information. Pour faire face à cette situation, les producteurs font recours aux contrats agricoles. Cette étude vise à analyser l'impact économique de la participation aux contrats agricoles par les producteurs du riz au Bénin. Les données ont été collectées auprès d'un échantillon aléatoire de 373 ménages agricoles des départements du Zou et des Collines. Pour analyser les données, la méthode de variable instrumentale basée sur l'approche contrefactuelle a été utilisée. Cette méthode a permis de calculer l'effet moyen du traitement localisé (LATE) qui réduit les biais liés à la sélection dus aux caractéristiques observables et inobservables. Les résultats montrent que trois catégories d'acteurs sont impliquées dans l'accomplissement du contrat agricole à savoir : les transformateurs, les commerçants et les producteurs du riz. Les contrats sont pour la plus part informels (53%). Les résultats de l'estimation de l'impact du contrat agricole sur le revenu des producteurs du riz montrent que la participation des producteurs au contrat agricole a permis d'augmenter leurs revenus d'environ 72352 FCFA/an. Cette étude conclut donc que la promotion des arrangements contractuels entre les différents acteurs permettra non seulement d'assurer l'intégration verticale des chaînes de valeur du riz mais d'améliorer le revenu et par conséquent le bien-être des petits producteurs.

[75] Ahmed Yves SYLLA, Department of Agricultural Economics and Agri-business, University of Ghana

Almame Abdoulganior TINTA, Department of Agricultural Economics and Agri-business, University of Ghana

« Jeunesse et politique agricole dans la zone de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) »

Résumé : La jeunesse occupe une place importante en Afrique en ce sens qu'elle fait plus de 75% de la population totale du continent. Elle est cependant en proie à divers maux dont le plus important est le chômage. Elle montre aussi un certain désintérêt pour le secteur agricole, situation qui contraste avec le fait que ce secteur soit le premier pourvoyeur d'emploi sur

le continent. Le but de ce papier est donc d'examiner l'efficacité de la politique agricole et le degré d'implication des jeunes dans le cadre de la Politique Agricole commune de l'espace UEMOA (PAU). Il ressort de cette étude que même si la PAU a été bénéfique à plusieurs niveaux, elle n'a pas suffisamment pris en compte l'intérêt des jeunes. Le secteur reste encore très peu convoité par la jeunesse.

[76] Dossè Mawussi DJAHINI-AFAWOUBO, Département d'Economie/FASEG / Université de Lomé (TOGO)

« *Inégalités et Pauvreté multidimensionnelle au Togo* »

Résumé : L'intérêt de l'analyse des inégalités dans la pauvreté multidimensionnelle tient sur deux points fondamentaux. Il s'agit de la promotion de l'équité et de la recherche d'une plus grande efficacité économique utile à la réalisation d'autres objectifs de développement. Nous avons utilisé la méthode d'Alkire et Foster (2007) pour analyser les inégalités de genre et de résidence (urbain versus rural) dans la pauvreté multidimensionnelle au Togo en recourant aux données de l'enquête QUIBB (2011). Sept dimensions de bien-être ont été retenues à savoir l'accès à certains services de base, le logement, la possession de certains avoirs durables, l'éducation, la santé, l'emploi et l'accès au crédit. Les résultats ont montré que le niveau de la pauvreté multidimensionnelle reste élevé au Togo en 2011 (35,8%) pour un seuil dimensionnel $d=1$. De plus, on note des inégalités liées au genre et au milieu de résidence en matière de pauvreté multidimensionnelle au Togo. On a en effet observé que les femmes (37,6%) sont plus touchées par la pauvreté multidimensionnelle que les hommes (34,2%). De même les populations rurales (39,4%) subissent plus de privations multiples que les populations urbaines (33,2%) et les inégalités de genre y sont plus marquées.

[77] Gbèton Nadège DJOSSOU, Université d'Abomey-Calavi (Benin)

« *Analyse des risques et des déterminants du choix de l'activité de taxi-moto à Cotonou (Bénin)* »

Résumé : Ce travail analyse les risques associés à l'activité de taxi-moto au Bénin. Le travail examine aussi les déterminants du choix de l'activité de taxi-moto dans le pays. A l'aide du modèle de revenu hédonique et des Moindres Carrés Ordinaires, nous avons estimé le revenu compensatoire pour les risques associés à l'activité de taxi-moto. Entre autres résultats, nous avons trouvé que les conducteurs de taxi moto avec de faibles niveaux d'éducation qui ont choisi l'activité ont des comportements de goût pour le risque. Leur choix est basé sur la perception que l'activité de taxi-moto garantie des revenus journaliers certains, malgré les risques qu'elle entraîne. Par contre, nous avons trouvé que les conducteurs de taxi-moto avec des niveaux d'éducation élevés sont ceux qui n'ont pas été en mesure de trouver un emploi sur le marché d'emploi formel à cause des barrières à l'entrée. De tels travailleurs compétents n'ont eu d'autres options sinon travailler comme conducteur de taxi-moto, quel que soit leur préférence pour le risque.

[78] Rose FIAMOHE, AfricaRice Center, Cotonou

Aliou DIAGNE, Africa Rice Center, Cotonou

Vincent FLIFLI, Africa Rice Center, Cotonou

« *Analysis of marketing channels, costs and margins in West Africa: The case of Benin and Togo* »

Abstract: Many of the West African government rice initiatives focus almost exclusively on production to the exclusion of complementary initiatives in processing and marketing, which are so important to determining domestic rice prices. Marketing being a great bridge between farmers and consumers, shift for policies to a more market-based approach to food security in which competitive markets ensure the supply of domestic rice at the most competitive consumer price is necessary. So this study is undertaken to make a comparative analysis of rice marketing channel in Benin as well as in Togo to identify bottlenecks in marketing domestic rice with regard to the imported rice in order to provide market-based information to policy makers. To achieve this goal, it used tools including descriptive statistic, Multiple Correspondence Analysis (MCA) and indicators of market Structure-Conduct-performance such as marketing costs and margins, price spread and Gini coefficient. Market data used covered 177 and 194 respondents in Benin and in Togo respectively. The results showed that there exist three types of channels: channel of locally produced rice, channel of imported rice and that of both local and imported rice in Benin and in Togo as well. It revealed that domestic rice marketing margins is higher than that of imported rice, but at the same time scarcer than imported rice which is more patronized in every segment of the rice market in each country mostly in urban areas. Also, tending to zero than to unity, Gini coefficients indicate concentration in rice market. The concentration is more pronounced as we move from wholesalers to retailers showing imperfect information in rice market. So support of financial institutions to rice sellers as well as the improvement of market information is of immense important.

[79] Désiré AVOM, Université de Yaoundé II-Soa

Jacques Simon SONG, Université de Yaoundé II-Soa

« *Institutions économiques, capital humain et croissance économique en Afrique au Sud du Sahara* »

Résumé : L'objectif de ce papier est de ressortir les incidences des institutions économiques et du capital humain sur la croissance économique en Afrique au Sud du Sahara (ASS) sur la période 2000-2010. Nous utilisons les effets fixes LSDV pour analyser le lien entre ces variables. La méthode d'estimation permet de fournir une évidence empirique d'une complémentarité institutionnelle non investiguée en Afrique au Sud du Sahara. Les résultats de l'analyse empirique conduisent à conclure que les institutions de création de marché, les institutions de stabilisation les institutions de régulation et le capital humain stimulent la croissance économique pour l'échantillon considère ce qui à l'évidence n'est pas le cas pour les institutions de légitimation.

[80] Dramane ABDOULAYE - Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Savè – Université de Parakou – Bénin
« *La démocratie est-elle un bien de luxe pour les pays de l'UEMOA ?* »

Résumé : Cet article s'inscrit dans la droite ligne de la recherche des déterminants économiques de la démocratie dans les pays de l'UEMOA. Plus précisément, il vise à mesurer l'effet du revenu sur l'indice de démocratie. Selon certains auteurs, la démocratie est un bien normal c'est-à-dire plus le niveau de revenu des individus augmentent, ces derniers aspirent à plus de démocratie. Cette thèse communément appelée « hypothèse de Lypset » est testée dans ce présent article. En utilisant un modèle à effets fixes estimé par la technique des moindres carrés généralisés sur un panel de sept pays de l'UEMOA sur la période 1975 à 2008, nous avons trouvé que la démocratie apparaît comme un bien de luxe pour les pays de l'union. L'élasticité du produit intérieur brut par rapport à l'indice du niveau démocratie est supérieure à l'unité (5,9). Par ailleurs, nos résultats ont montré l'existence d'effet de seuil entre la démocratie et le développement économique dans les pays de l'UEMOA. Nos résultats montrent que le niveau de production qui correspond au niveau optimal de démocratie est de 10 482 782 640 \$. Toutefois cela ne voudra pas dire qu'une fois ce seuil de revenu atteint, tous les pays deviendront automatiquement des pays à démocratie parfaite car la démocratie est un processus en perpétuelle évolution.

[81] Hortensia ACACHA, ENEAM – Université d'Abomey-Calavi

« *Comparaison de l'effet de la décentralisation et de la déconcentration sur la réduction de la pauvreté au Bénin* »

Résumé : Le Bénin à l'instar de plusieurs pays d'Afrique ont connu des réformes de leur territoire et des institutions administratives. Ce travail vise comme objectif de comparer la décentralisation et la déconcentration sous l'angle de réduction de la pauvreté. Les outils statistiques utilisés sont la régression, l'analyse en panel et la méthode des nuées dynamique. Les résultats montrent que la déconcentration offre des perspectives pour transformer le territoire alors que la décentralisation contribue plus à la réduction de la pauvreté monétaire.

[82] G Hilaire HOUENINVO, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion/Université d'Abomey Calavi

« *Does good governance improve public health expenditure-health outcomes nexus? New empirical evidence from Africa* »

Abstract: The paper aims at re-assessing the public health spending-health outcome nexus in the context of African countries. The paper emphasizes the interaction of governance with public health expenditure and its effects on health outcomes using a panel covering 43 African countries. from 1996 to 2012. We use cross sectional, fixed effects and Generalized Method of Moments (GMM) estimators. We find that health expenditure per capita and public spending have a significant impact on health outcomes. However, the role of governance and the interaction of governance with public health expenditure appear mixed. One explanation is that maybe the public health expenditure and governance indicator may only imperfectly and partially the true amount of resources and quality of institution, respectively these two variables are supposed to reflect.

[83] Barthélemy M. SENOU, ENEAM - Université d'Abomey Calavi

Fulbert AMOUSSOUGA GERO, FASEG, Université d'Abomey Calavi

« *Nature du contrat et absentéisme des enseignants : le rôle des revenus hors activité de l'enseignant* »

Résumé : L'objectif de cet article est d'explorer la relation entre le statut de l'enseignant, les revenus hors activité de l'enseignant et son absentéisme. En utilisant une spécification tobit avec solution en coin après prise en compte de l'endogénéité des revenus hors-activité de l'enseignant, nous avons estimé un modèle d'absentéisme de l'enseignant du primaire au Bénin à partir des données du PASEC-CONFEMEN 2005. Les résultats mettent en exergue un absentéisme des enseignants permanents par rapports aux enseignants contractuels, et d'une corrélation négative entre le revenu hors activité et la fréquence d'absentéisme de l'enseignant contrairement aux prévisions du modèle théorique de Allen (1981). Nos résultats établissent également que le revenu de l'enseignant apparaît comme étant un canal de transmission de l'effet de son statut sur son absentéisme. Ces résultats fournissent des pistes à explorer pour réduire l'absentéisme de l'enseignant dont le coût peut s'avérer énorme pour l'efficacité du système éducatif.

[84] Inès MONWANOU, FASEG, Université d'Abomey Calavi

« *Nutrition des femmes enceintes et santé néonatale* »

Résumé: l'IMC et le gain de poids gestationnel sont des facteurs déterminants des risques de résultats de grossesse, de la santé de la mère et de l'enfant. Cette étude analyse l'incidence de la nutrition chez les femmes enceintes sur la santé néonatale au Bénin. Les résultats d'estimation par les équations simultanées montrent que le gain de poids gestationnel insuffisant ou excessif a des effets néfastes aussi bien sur la santé de la mère que sur celui de l'enfant. L'étude montre que la majorité des femmes béninoises étudiées, avec un IMC faible ou normal n'atteignent pas le gain de poids gestationnel recommandé en fin de grossesse. La plupart des nouveau-nés de petits poids de naissance sont nés de femme dont l'IMC est normal, ce qui renforce la théorie bien connue que l'IMC n'est pas un bon indicateur de la malnutrition chez la femme enceinte.

[85] Eso – Hanam ATAKE, University of Lome (Togo), Faculty of Economics and Management

« *Financement Public des dépenses de santé et survie infantile au Togo* »

Résumé : L'examen des budgets alloués à la santé traduit une insuffisance budgétaire au Togo. Les formations sanitaires togolaises se caractérisent par une absence de personnel qualifié, des équipements techniques obsolètes et une vétusté des infrastructures sanitaires. De 60% en 1990, le taux de fréquentation des hôpitaux est passé à 31% en 2010. A peine la moitié des accouchements se font dans les formations sanitaires (47,1%). De 2008 à 2012, il a été observé un accroissement moyen annuel du nombre de décès des malades hospitalisés de plus de 10%. Ces indicateurs de santé nous ont conduits à nous intéresser à l'effet du financement public des dépenses de santé sur la production de soins de santé sur la période 1980 - 2010. Nous avons opté la méthode en une étape de Hendry du fait du caractère stationnaire des résidus de l'équation de long terme. Les résultats montrent qu'il faudrait dans le contexte togolais un niveau minimum de ressource financière pour que l'effet sur la production de soins de santé se fasse sentir. En deca d'un certain seuil, les dépenses de fonctionnement sont contre-productives. Par contre, quel que soit leurs niveaux, une hausse des dépenses publiques de santé destinées aux réhabilitation et constructions des bâtiments, à l'achat des équipements et matériaux médico-techniques, aux matériaux roulants font augmenter la survie infantile. Par ailleurs, lorsque la gouvernance et la qualité des institutions s'améliorent, l'effet du financement public des dépenses de santé et de l'Aide Publique au Développement sur la survie infantile s'accroît et est statistiquement positive. Les politiques d'alphabétisation des femmes entraîneraient la réduction de la demande d'enfants et amélioreraient les comportements de recours aux soins pré et post natus.

[86] Felwine Sarr, Université Gaston Berger de Saint-Louis

« Economie et Culture en Afrique »

Résumé : Ce chapitre pose la question de l'articulation de ces deux puissants déterminants des actions individuelles et collectives, que sont la culture et l'économie dans le contexte africain, dans une intention qui pourrait être qualifiée de civilisationnelle, c'est-à-dire qui permettrait d'atteindre les finalités jugées les meilleures par l'individu et le groupe. L'économie et la culture sont deux ordres aux finalités opposés : le premier est principalement tourné vers l'allocation des ressources alors que les finalités du second relèvent de la production de sens et de significations. Plus précisément, il s'agit de savoir dans quelle mesure l'efficacité d'un système économique est-elle liée à son degré d'adéquation avec son contexte culturel d'une part, et d'autre part, l'efficacité du système social qui en découle, tributaire du respect des fonctions assignées à chaque ordre par le groupe. Les facteurs culturels influencent les performances économiques, mais également l'économie comme régime de discours et de pratiques est le résultat d'un processus culturel qui élabore une vision du monde et produit une échelle de valeurs particulières. Une articulation féconde entre économie et culture, passerait d'une part, par l'assignation de chaque ordre à la finalité pour laquelle il est le plus efficace, et d'autre part par un meilleur ancrage des économies africaines dans leurs sociocultures respectives.

[87] Yédjannavo Alexandre ZOUNMENO, FASEG – Université d'Abomey-Calavi

« Impact de l'assurance maladie formelle sur l'utilisation des services de santé au Bénin »

Résumé : L'objectif de ce papier est d'évaluer l'impact de l'assurance maladie sur l'utilisation des services de santé au Bénin. Ainsi, un modèle d'équations simultanées a été estimé par la méthode de maximum de vraisemblance, après avoir testé et corrigé l'endogénéité. Les données de cette étude proviennent de l'Enquête Démographique et de santé 2011-2012 du Bénin (EDSB-IV). De l'analyse descriptive, il ressort que, seulement 2% des ménages sont couverts par l'assurance maladie et 74,01% des ménages assurés sont couverts par l'assurance maladie offerte par l'employeur (l'Etat et les entreprises privées). Les ménages ayant utilisé les services de santé 12 mois avant l'enquête représente 24,99% de notre échantillon. Les résultats de l'estimation du probit bivarié montrent que seule l'assurance maladie privée améliore significativement l'utilisation des services curatifs de santé au Bénin et qu'aucun des autres types d'assurance (assurance publique, mutuelle de santé, et assurance maladie employeur) n'influence significativement l'utilisation des services curatifs de santé.

[88] Bernard G. HOUNMENO, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FASEG)-Université d'Abomey-Calavi (FASEG/UAC)/Bénin

« Gouvernance urbaine et révélation des préférences dans la production locale de biens collectifs : Etude de cas de la ville de Cotonou (Bénin) »

Résumé : La révélation des préférences locales constitue un des facteurs justifiant le processus de décentralisation. Le transfert par l'Etat central, de responsabilités dans la fourniture des services collectifs, aux collectivités locales, crée les conditions de participation des acteurs locaux à l'expression de leurs préférences. En prenant pour cadre la ville de Cotonou, ce papier étudie les déterminants de la révélation des préférences locales dans un contexte de décentralisation. Une enquête conduite auprès des acteurs de la ville sur les mécanismes de décisions liées à la mise en place d'équipements collectifs locaux a montré une incidence positive significative de deux facteurs de gouvernance locale (la concertation et le consensus) sur la révélation de leurs préférences. Il est aussi identifié une incidence négative du marchandage et de la dictature des acteurs politiques sur la révélation de ces préférences.

[89] Johnson KAKEU, Morehouse College, Department of economics, Atlanta, USA

Maxime AGBO, Agrocampus Ouest, Angers, France

« Can Reducing Inequality Aggravate the Pollution Stock Problem? »

Abstract: This paper looks at redistribution issues in a differential game model of international pollution control in which countries are being differentiated by some level of non-polluting endowments. We formally establish that reducing inequality by redistributing from richly-endowed countries in favor of poorly-endowed countries can affect the pollution stock in various directions, depending on differences in emission technology. With a perfect technological diffusion among richly-endowed countries and poorly-endowed countries, reducing inequality will not affect the evolution of the pollution stock. In a world composed of richly-endowed/ hightechnology countries and poorly-endowed/low-technology countries, reducing inequality will decrease the pollution stock. In a world composed of richly-endowed/low-technology countries and poorly-endowed/high-technology countries, reducing inequality will increase the pollution stock. In a more heterogeneous world composed of four types of countries, it is shown that differences in emission technology alongside with the relative size of each type of countries are important factors that affect the dynamic path of the pollution stock. Environmental policy implications are discussed.

[90] Louis Bernard TCHEKOUMI, FSEGA, Université de Douala

« *Le rôle de l'Etat aujourd'hui au Cameroun : que pouvons-nous attendre ?* »

Résumé : L'objet de ce travail est d'envisager un positionnement nouveau pour l'Etat au Cameroun. L'essor de la mondialisation puis, la dynamique des déficits publics et de l'endettement contribuent fortement à limiter l'action de l'Etat. Dans ce cas, toute intervention publique ne peut être que limitée. Ce qui nécessite l'adoption de nouvelles voies orientées sur la coopération et sur une réinvention de l'action de la forme institutionnalisée du pouvoir suprême.

Liste des participants et adresses

	Prénoms et Nom	Institutions
1	A. BONOU	Africa Rice Center
2	A. Ekoula Herve William MOUGNOL	Laboratoire d'Analyses et de Recherche en Economie Mathématique (LAREM) Université de Yaoundé II-Soa
3	A. Jacob YABI	Département d'Economie et de Sociologie Rurales. Faculté d'Agronomie, Université de Parakou
4	Ahmed Yves SYLLA	Department of Agricultural Economics and Agri-business, University of Ghana
5	Aïda WADE	Laboratoire LARES UGB Saint-louis / Laboratoire CERDI
6	Akouétévi DA-SILVA	Université d'Abomey-Calavi (Bénin)
7	Alain Latoundji BABATOUNDE	Université d'Abomey-Calavi (Bénin)
8	Alexis ODOUN-IFA	Ministère de l'Artisanat et du Tourisme
9	Aliou DIAGNE	Centre du Riz pour l'Afrique (AfricaRice)
10	Almame Abdoulganiour TINTA	Department of Agricultural Economics and Agri-business, University of Ghana
11	Ambaliou O. OLOUNLADE	Faculté des Sciences Agronomiques, Université d'Abomey-Calavi
12	Ameth Saloum NDIAYE	Département d'Economie & CREA, Université de Dakar, Sénégal
13	Ameth Saloum NDIAYE	Département d'Economie et CREA Université de Dakar, Sénégal
14	Annick ATACOLODJOU	Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest (UCAO)
15	Arsène Juste AGOSSADOU	Faculté des Sciences Agronomiques / Université d'Abomey-Calavi
16	Arsène MBA FOKWA	University de Dschang, Cameroun
17	Barthélemy M. SENOU	Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Université d'Abomey Calavi
18	Bernadin G. C. AHODODE	Université d'Abomey-Calavi Faculté des Sciences Economiques et de Gestion
19	Bernard G. HOUNMENO	Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FASEG)- Université d'Abomey-Calavi (FASEG/UAC)/Bénin
20	Blaise GNIMASSOUN	EconomiX-CNRS, University of Paris Ouest, France
21	Blaise Waly BASSE	Laboratoire de Recherche en Economie de Saint-Louis (LARES), Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Université Gaston Berger (UGB)
22	Boniface EPO NGAH	Université de YAOUNDE II, Cameroun
23	Brice Hoyéton AÏNAN	Université d'Abomey-Calavi (UAC)
24	Charles FAHINDE	Faculté des Sciences Économiques et de Gestion de l'Université d'Abomey-Calavi
25	Chryost BANGAKE	Laboratoire EQUIPPE, Lille 1 et LEO (Université d'Orléans)
26	Cocou J. AMEGNAGLO	Department of Agricultural Economics and Agribusiness, University of Ghana, Legon, Ghana
27	Constant FOUOPI DJIOGAP	Universite de YAOUNDE II, Cameroun
28	Constant Mathieu MAKOUÉZI	Centre d'Études et de Recherche sur les Analyses et Politiques Economiques (CERAPE)

29	Dagbégnon Marc Luc AKPLOGAN	Statistician Economist Engineer Cotonou, Benin
30	Denise Giséle MEGNIGANG	Laboratoire d'Analyse et de Recherche en Economie Mathématique (LAREM)
31	Dieng Momar SYLLA	LARES de l'Université Gaston BERGER de Saint-Louis
32	Dosse Mawussi DJAHINI-AFAWOUBO	Département d'Economie/FASEG / Université de Lomé (TOGO)
33	Dramane ABDOULAYE	Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Savè – Université deParakou
34	Emmanuel D. YAI	Université d'Abomey-Calavi Faculté des Sciences Economiques et de Gestion
35	Esso – Hanam ATAKE	University of Lome (Togo)Faculty of Economics and Management
36	Eyram AMOVIN-ASSAGBA	Africa Rice Center (AfricaRice)
37	Fabrice CODJO	Faculté des sciences économiques et de gestion (FASEG)
38	Fanougbou AVOCE VIAGANNOU	Ecole Nationale d'Economie Appliquée et de Management
39	Fawaz A. Adéchinan AMINOU	Faculté des Sciences Economiques et Université Cheikh Anta Diop de Gestion Dakar, Sénégal
40	Felix C. BIAOU	Université d'Abomey-Calavi Faculté des Sciences Economiques et de Gestion
41	Florent M. Kinkingnihoun MEDAGBE	Africa Rice Center (AfricaRice)
42	Francis Hypolite KEMEZE	University of Ghana, Legon
43	Franck DICKODET	Autorité de Régulation des Communications Electroniques et de la Poste(ARCEP-Bénin)
44	Gankou Jean-Marie FOWAGAP	Laboratoire d'Analyses et de Recherche en Economie Mathématique (LAREM) Université de Yaoundé II-Soa
45	Gauthier BIAOU	Faculté des Sciences Agronomiques / Université d'Abomey-Calavi
46	Gbêtondji Melaine Armel NONVIDE	University of Ghana, Legon
47	Gbêtonon Nadège DJOSSOU	Université d'Abomey-Calavi (Benin)
48	Gbodja Hilaire HOUENINVO	Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Université d'Abomey Calavi (Bénin)
49	Gérard COUAO-ZOTTI	Ministère de Plan de la Prospective et du Développement
50	Gérard TCHOUASSI	Department of Economics, Faculty of Economics and Management, Université de Yaoundé II Soa - Cameroun
51	Gilbert Onionkiton ADJIMOTI	University of Ghana
52	Hassan Maman ABDO	Faculté des sciences économiques et juridiques Université Abdou Moumouni de Niamey au Niger
53	Herve KAFFO FOTIO	Université de Dschang, Cameroun
54	Hilaire NKENGFAK	Université de Dschang, Cameroun
55	Casemir HOUNGBEDJI	FASEG (Université d'Abomey-Calavi)
56	Honoré Sèwanoudé HOUNGBEDJI	Université d'Abomey-Calavi, Bénin
57	Hortensia ACACHA	ENEAM-UAC
58	I. A. LABIYI	Unité de Recherche en Economie et Développement (URED)
59	Ibrahim MOHAMED BELLO	Faculté de Droit, d'Economie et de Gestion (FADEG) Université de Tahoua (UTA)
60	Jacques Simon SONG	FSEG Université de Yaoundé II-Soa
61	Jean Joël AMBAGNA	ISSEA Cameroun
62	Jean MBOMON NDOUMBA	Université de Bangui

63	Jérôme OUEDRAOGO	CEA/BSR-AO
64	Johnson KAKEU	Morehouse College, Department of economics, Atlanta, USA
65	Jude EGGOH	FASEG (Université d'Abomey-Calavi), GRANEM (Université d'Angers), LEO (Université d'Orléans)
66	Jules Rene MINKOUA NZIE	Université de Yaoundé II-Soa, Cameroun
67	Justin CLOHOUNTO	Université d'Abomey-Calavi (UAC)
68	Kenneth KPONOU	UCAD (Dakar, Sénégal)
69	Laciné BAYOKO	Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement (BNETD)
70	Lemrabott Sidi Mahmoud OULD ELHOUSSEIN	Laboratoire d'Analyse et de Recherches Economiques de Saint Louis (LARES) Doctorant à l'UFR SEG – Université Gaston Berger –Saint Louis, Sénégal
71	Louis Bernard TCHEKOUMI	FSEGA, Université de Douala
72	Magloire LANHA	LAMIDEV - Laboratoire de Microéconomie du Développement, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Université d'Abomey-Calavi
73	Mahougbe Aimée G. SOGLO	Centre d'Etudes, de Formation et de Recherches en Développement (CEFRED), Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Université d'Abomey-Calavi (Bénin)
74	Malick Paul NDIAYE	Centre d'Etudes et de Recherches sur le Développement International (CERDI, Université d'Auvergne) Clermont Ferrand 1 (France) et à l'Université Gaston BERGER de Saint-de Saint-Louis du Sénégal
75	Mansoum NDIAYE	Membre du Laboratoire de Recherche en Economie à Saint-Louis (LARES) de l'Université Gaston Berger
76	Marius GUEZO	Centre d'Etudes, de Formation et de Recherches en Développement (CEFRED)
77	Mathieu Gbêmèho TRINNOU	Centre d'Etudes, de Formation et de Recherches en Développement (CEFRED)
78	Maxime AGBO	Agrocampus Ouest, Angers, France
79	Melain Modeste SENOU	Faculté des Sciences Économiques et de Gestion (FASEG), Université d'Abomey- Calavi (UAC)
80	Michel LELART	Directeur de recherche émérite au CNRS Laboratoire d'Economie d'Orléans
81	Mohamed PORGO	University of Ghana, Legon
82	Mouhamadou FALL	LARES - Laboratoire de Recherche en Économie de Saint-Louis, UFR de Sciences Économiques et de Gestion, Université Gaston Berger
83	Nicaise A. LALEYE	Dept of Economics, University of Lagos
84	Noukpo HOMEGNON	CEFRED (Bénin) et LEO (France)
85	Olivier KOUMBA	GRANEM, Université d'Angers IUT d'Angers
86	Oumar SORY	Institut de Recherche Empirique en Economie Politique (IREEP)

87	Papa Abdoulaye SECK	Senegal's minister of agriculture and rural equipment former AfricaRice
88	Patrice Y. ADEGBOLA	Leader of the Agricultural Policy Analysis Program (PAPA) leader of the National Agricultural Research Institute of Benin (INRAB)
89	Phelemon NSI ELLA	Université Omar Bongo, Gabon
90	Rico AMOUSSOUHOUI	Centre du Riz pour l'Afrique (AfricaRice), Cotonou- Bénin
91	Rose FIAMOHE	Africa Rice Center (AfricaRice) Université d'Abomey-Calavi (FASEG)
92	S. Erick Abel DEDEHOUANOU	Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Université d'Abomey-Calavi (UAC)
93	Sènakpon F.A. DEDEHOUANOU	Department of Economics, University of Abomey Calavi, Benin
94	Serge DEDJINOUI	Université d'Abomey-Calavi (UAC)
95	Steve Williams MBOLLO	Elèves Ingénieur Statisticien Economiste
96	Syrie Galex SOH	Laboratoire d'Analyses et de Recherche en Economie Mathématique (LAREM) Université de Yaoundé II-Soa
97	Victorin A. HOUNDEKON	Université d'Abomey Calavi (UAC)
98	Vincent FLIFLI	Africa Rice Center (AfricaRice)
99	Yédjannavo Alexandre ZOUMENOU	Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université d'Abomey-Calavi, Bénin
100	TCHEHOUMI Louis-Bernard	FSEGA, Université de Douala
101	Felwine SARR	LARES, Université Gaston Berger, Sénégal
102	Patrick VILLIEU	Université d'Orléans
103	Yves Y. SOGLO	Faculty of Economics and Management Sciences, University of Abomey-Calavi
104	Augustin CHABOSSOU	Faculty of Economics and Management Sciences, University of Abomey-Calavi
105	Gilles SOSSOU	Faculty of Economics and Management Sciences, University of Abomey-Calavi
106	Gilles TOBOSSI	Faculty of Economics and Management Sciences, University of Abomey-Calavi
107	Honorat SATOGUINA	Faculty of Economics and Management Sciences, University of Abomey-Calavi
108	Edgard GBINLO	Faculty of Economics and Management Sciences, University of Abomey-Calavi
109	Rufain AVADEME	Université de Parakou
110	Charlemagne IGUE	FASEG, Université d'Abomey-Calavi (UAC)
111	Albert HONLONKOU	ENEAM, Université d'Abomey-Calavi (UAC)
112	Anselme ADEGBIDI	Faculté des Sciences Agronomiques (FSA), Université d'Abomey-Calavi (UAC)
113	Michel AHOHOUNKPANZON	FASEG, Université d'Abomey-Calavi (UAC)
114	Fulbert AMOUSSOUGA-GERO	FASEG, Université d'Abomey-Calavi (UAC)

115	Denis ACCLASSATO	FASEG, Université d'Abomey-Calavi (UAC)
116	Venant QUENUM	Faculty of Economics and Management Sciences, University of Abomey-Calavi
117	Grégory MVOGO	Université de Yaoundé II Soa, Cameroun

